

**Rapport pour la commission
permanente du conseil régional
JANVIER 2023**

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

FILIÈRES & INNOVATION

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS	3
PROJET DE DÉLIBÉRATION	5
ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION	10
Annexe 1 : Fiches Projets Pack IA Phase 2 Tranche 2	11
Annexe 2 : Convention Pack IA	16
Annexe 3 : Convention délégation PACK IA	26
Annexe 4 : Fiche projet salon Dubai Airshow - VF	38
Annexe 5 : Convention Dubaï Airshow	42
Annexe 6 : Fiche projet soutien au club ETI	49
Annexe 7 : Convention Club ETI	52
Annexe 8 : Statuts APCI - Promotion du design	59
Annexe 9 : Avenant Convention financière PIA 4 Filières	73
Annexe 10 : Fiche Projet Systematic Convention Etat 2022	78
Annexe 11 : Fiche projet Salon Made in France	82

EXPOSÉ DES MOTIFS

Les actions ci-dessous contribuent avec force à créer les conditions les plus favorables d'Europe pour la création et le développement des innovations, concrétisant l'une des priorités définies dans la stratégie Impact 2028 (axe 4.3). Ces actions répondent à l'enjeu d'accélérer la croissance des pépites franciliennes, tout particulièrement *deeptech* et industrielles, en priorité dans les filières stratégiques.

Les conventions proposées au vote intègrent les modifications rendues nécessaires par l'application de la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement.

1. Soutien au PACK IA – Phase 2 – Tranche 2

Le présent rapport propose de soutenir dans sa phase 2 le pack IA pour un montant total de **720 600 €**.

Pour lever les freins qui se posent aux PME et ETI dites « traditionnelles » dans leur accès aux technologies d'IA, la Région a soutenu la mise en place du **Pack IA**, un parcours exhaustif et personnalisé d'accompagnement pour les PME et ETI. Le Pack permettra ainsi à terme à 100 entreprises franciliennes par an d'accroître très rapidement leur compétitivité en mobilisant l'Intelligence artificielle. Pour la deuxième année du dispositif, l'objectif est d'accompagner pour la deuxième tranche de 20 entreprises dans leur premier projet d'Intelligence Artificielle. La première tranche avait ainsi été votée en septembre 2021 et les accompagnements de 40 projets ont bien été effectués.

2. Soutien à la participation d'entreprises au salon aéronautique Dubai Airshow

Dans le cadre de la politique régionale de soutien à la filière stratégique aéronautique, il est proposé d'accorder au pôle de compétitivité ASTech Paris Region une subvention d'un montant de **108 000 €**, montant plafond et révisable en proportion du niveau d'exécution constaté, afin qu'elle soit répercutée dans son intégralité aux entreprises sous forme d'un soutien financier (tickets modérateurs) à leur participation effective au salon aéronautique Dubai Airshow qui se tiendra du 12 au 16 novembre 2023 au Dubai World Center à Dubaï, aux Émirats arabes unis.

Cette action s'inscrit dans le cadre des missions spécifiques relatives à la promotion de la filière aérospatiale francilienne confiées au pôle de compétitivité ASTech Paris Region, qui avait déjà réalisé cette mission lors de l'édition 2021 du même salon.

3. Soutien au Club ETI 2023

Le Club des ETI (Entreprises de taille intermédiaire) Île-de-France compte aujourd'hui 150 membres. Afin de renforcer le partenariat entre le club ETI et la Région et de travailler sur la formalisation d'un nouvel ETI Act au croisement des besoins émergents des ETI et des priorités régionales issues d'Impact 2028, il est proposé l'attribution d'une subvention régionale de **100 000 €**.

4. Adhésion à l'APCI-Promotion du design

Dans le cadre de la politique stratégique en faveur du design, il est proposé d'adhérer à l'association APCI-Promotion du design pour prendre part aux assemblées générales et aux actions et événements menés par l'association, notamment la participation au Conseil national du design, au forum Design Mode d'Emploi, et ainsi renforcer les actions régionales en faveur du

design à destination des entreprises. Cette adhésion implique l'affectation d'une autorisation d'engagement d'un montant de **12 000 €**.

5. Avenant à la convention financière relative au PIA 4 régionalisé - Axe « Projets de filières » - Action « Grands Lieux d'Innovation »

Chaque année, il est prévu de renouveler la dotation de l'appel à projets lancé fin 2021 soutenant l'émergence et le développement de Grands Lieux d'Innovation en Île-de-France dans le cadre du PIA 4 régionalisé dont la convention de partenariat a été adoptée en 2021.

Pour 2022, une dotation supplémentaire de 6 000 000 € à parité entre l'État et la Région a été décidée et permettra de faire émerger de nouveaux projets à dimensions régionale et nationale dans les filières stratégiques d'innovation. **La CP 2022-376 a permis d'attribuer à Bpifrance une nouvelle dotation de 3 000 000 € afin d'abonder ce fonds PIA 4 Île-de-France, complétée par une autorisation d'engagement de 75 000 €** pour la prise en charge des frais de gestion liés. Pour permettre le versement de ces fonds, il est proposé le vote d'un avenant à la convention financière conclue en 2021 entre Bpifrance et la Région.

6. Modification du taux de soutien au pôle de compétitivité Systematic

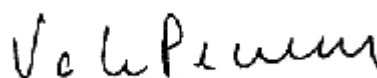
À la suite d'une erreur matérielle, il est proposé de modifier le taux de soutien et la base subventionnable au pôle de compétitivité Systematic pour l'année 2022.

7. Soutien au projet « Usine du futur » porté par le Slip Français dans le cadre du Salon Made in France

La Région Île-de-France a été désignée « Région à l'honneur » pour la 10e édition du salon du Made in France. À cette occasion, il est proposé d'affecter 5 000 € d'autorisation d'engagement sur le budget 2023 pour financer la participation régionale au projet usine du futur, porté par le Slip Français dans le cadre du Salon.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSE

PROJET DE DÉLIBÉRATION DU 25 JANVIER 2023

FILIÈRES & INNOVATION

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Traité instituant la Communauté européenne et notamment ses articles 107 et 108 ;

VU le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013 et modifié par le règlement (UE) 2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020 publié au JOUE L 215 du 7 juillet 2020 ;

VU le règlement n° 360/2012 de la Commission européenne du 25 avril 2012 publié au JOUE L114/12 du 26 avril 2012 et modifié par le règlement modifié par les règlements 2018/1923 publié au JOUE L313/2 du 10 décembre 2018 et 2020/1474 publié au JOUE L337/1 du 14 octobre 2020 relatif aux aides « de minimis SIEG » accordées aux entreprises fournissant des services d'intérêt économique général ;

VU le règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014, publié au JOUE du 26 juin 2014, modifié par règlement n° 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et par le règlement (UE) 2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020 publié au JOUE L 215 du 7 juillet 2020 ;

VU le régime cadre exempté de notification n° SA.58995 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2015-2023 pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 du 17 juin 2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014, tel que modifié par le règlement n° 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE du 7 juillet 2020 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la commande publique ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU la délibération n° CR 63-07 du 27 septembre 2007 relative à l'emploi et aux filières pour favoriser le développement des PME-PMI franciliennes ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CR 2017-127 du 6 juillet 2017 portant adoption d'une politique stratégique en faveur du design en Île-de-France pour favoriser l'innovation et la croissance des entreprises ;

VU les délibérations n° CR 2017-130 et CR 2017-141 du 6 juillet 2017 sur la mise en œuvre de la stratégie #leader ;

VU la délibération n° CP 2017-583 du 22 novembre 2017 relative à la mise en œuvre de la stratégie régionale #Leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation ;

VU la délibération n° CP 2017-599 du 22 novembre 2017 relative à devenir la première smart région d'Europe ;

VU la délibération n° CP 2017-586 du 22 novembre 2017 relative à la mise en œuvre de la stratégie #leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation (SRDEII) : soutien à l'entrepreneuriat, soutien à l'insertion par l'activité économique, soutien à l'emploi ;

VU la délibération n° CP 2018-483 du 17 octobre 2018 relative à la stratégie smart industrie ;

VU la délibération n° CP 2019-194 du 22 mai 2019 relative au soutien à l'innovation dans l'industrie ;

VU la délibération n° CP 2019-377 du 18 septembre 2019 relative à l'entrepreneuriat, l'international, le design ;

VU la délibération n° CP 2020-C33 du 18 novembre 2020 relative aux diverses dispositions financières ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 2021-049 du 21 juillet 2021 : « Agir pour notre environnement » ;

VU la délibération n° CP 2021-276 du 22 juillet 2021 portant sur les filières et l'innovation ;

VU la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 portant sur l'intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

VU la convention du 13 août 2021, approuvée par délibération n° CP 2021-390 du 22 septembre 2021, entre l'Etat, la Région Île-de-France, l'EPIC Bpifrance, Bpifrance et la Caisse des dépôts et consignations relative au programme d'investissements d'avenir (action « Aides à l'innovation « Bottom-up », volet « PIA régionalisé »), dite la « Convention régionale » ;

VU l'accord-cadre du 13 janvier 2021 entre l'Etat et Régions de France relatif à une mise en œuvre territoriale et partenariale du quatrième programme d'investissements d'avenir ;

VU la délibération n° CP 2021-363 du 22 septembre 2021 portant sur les filières et l'innovation ;

VU la délibération n° CP 2021-390 du 22 septembre 2021 portant sur le Programme d'Investissements d'Avenir PIA 4 ;

VU la délibération n° CP 2021-440 du 19 novembre 2021 portant sur le soutien aux entreprises et l'accompagnement de la stratégie régionale ;

VU la délibération n° CR 2022-029 du 19 mai 2022 relative au Schéma Régional de Développement Economique et d'Innovation d'Île-de-France 2022-2028 (SRDEII) ;

VU la délibération n° CP 2022-188 du 20 mai 2022 portant sur les filières et l'innovation ;

VU la délibération n° CR 2022-046 du 6 juillet 2022 relative au Contrat de Plan Etat-Région 2021-2027 ;

VU la délibération n° CP 2022-376 du 23 septembre 2022 portant sur les filières et l'innovation ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 13 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durées d'amortissement ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2023 ;

VU l'avis de la commission du développement économique et de l'innovation ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2023-046 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : PACK IA – Phase 2 – Tranche 2 - Pilotage

Décide de participer, au titre du dispositif « Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement TPE/PME » au financement du dispositif d'accompagnement à l'appropriation des technologies d'Intelligence Artificielle pour les PME et ETI franciliennes, porté par le Hub France IA et l'Institut Mines Telecom, tel que décrit en annexe 1 de la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 276 600€.

Approuve la convention jointe en annexe 2 à la délibération.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention mentionnée à l'alinéa précédent, et autorise la Présidente du Conseil Régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 154 200€ à destination du Hub France IA au titre du dispositif de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME prélevée sur le Chapitre 936 « Action économique », Code fonctionnel 61 « Interventions économiques transversales », Programme HP61-001 "Soutien à la création et au développement des entreprises" et action 16100107 "Accompagnement des entrepreneurs et des jeunes entreprises" du budget 2023.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 122 400€ à destination de l'IMT au titre du dispositif de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME prélevée sur le Chapitre 936 « Action économique », Code fonctionnel 61 « Interventions économiques transversales », Programme HP61-001 "Soutien à la création et au développement des entreprises" et action 16100107 "Accompagnement des entrepreneurs et des jeunes entreprises" du budget 2023.

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans l'annexe technique et financière à la délibération, par dérogation prévue à l'article 29 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 2 : PACK IA – Phase 2 – Tranche 2 - Volet Réalisation

Approuve la convention de délégation de gestion relative au dispositif Pack IA entre la Région et l'IMT jointe en annexe 3 à la délibération et autorise la Présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 444 000 € à destination de l'IMT, au titre du dispositif de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME prélevée

sur le Chapitre 936 « Action économique », Code fonctionnel 61 « Interventions économiques transversales », Programme HP61-001 "Soutien à la création et au développement des entreprises" et action 16100107 "Accompagnement des entrepreneurs et des jeunes entreprises" du budget 2023.

Article 3 : Soutien à la participation d'entreprises au salon aéronautique Dubai Airshow

Décide de participer, au titre du dispositif « Soutien à l'industrie, aux PME et aux ETI », au soutien des entreprises aéronautiques franciliennes souhaitant exposer au salon aéronautique Dubai Airshow de novembre 2023, tel que décrit en annexe 4 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 108 000 € au pôle de compétitivité ASTECH PARIS REGION qui jouera un rôle d'intermédiaire transparent au bénéfice des entreprises participantes.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention spécifique proposée en annexe 5, et autorise la présidente du Conseil Régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 108 000 € au titre du dispositif « Soutien à l'industrie, aux PME et aux ETI », prélevée sur le chapitre 936 « Action économique », Code fonctionnel 632 « Industrie, Commerce et Artisanat », Programme HP632-001 "Soutien à l'industrie et aux autres services" et action 16300105 "Soutien à l'industrie, aux PME et aux ETI" du budget 2023, au financement du projet détaillé en annexe 4 à la présente délibération.

Article 4 : Soutien au club ETI

Décide de participer, au titre du dispositif « Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME », au financement du Club ETI Île-de-France détaillé dans la fiche-projet en annexe 6 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 100 000 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention figurant en annexe 7 à la présente délibération susvisée et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 100 000 € au titre du dispositif de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME prélevée sur le Chapitre 936 « Action économique », Code fonctionnel 632 « Industrie, Commerce et Artisanat », Programme HP632-001 "Soutien à l'industrie et aux autres services" et action 16300105 "Soutien à l'industrie, aux PME et aux ETI" du budget 2023.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter du 1er janvier 2023, par dérogation à l'article 29 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 5 : Adhésion à l'APCI-Promotion du design

Décide d'adhérer et de verser une cotisation annuelle à l'APCI-Promotion du design, dont les statuts sont joints en annexe 8 à la présente délibération, pour renforcer l'action régionale en matière de design auprès des entreprises.

Affecte une autorisation d'engagement pour un montant de 12 000 € au titre du dispositif « Soutien à l'industrie, aux PME et aux ETI », prélevée sur le chapitre 936 « Action économique »,

Code fonctionnel 632 « Industrie, Commerce et Artisanat », Programme HP632-001 "Soutien à l'industrie et aux autres services" et action 16300105 "Soutien à l'industrie, aux PME et aux ETI" du budget 2023.

Article 6 : Avenant à la convention financière n°21009489 relative au PIA 4 régionalisé - Axe « Projets de filières » - Action « Grands Lieux d'Innovation »

Approuve l'avenant n°2 à la convention financière régionale n°21009489 « Programme d'Investissements d'Avenir (PIA 4) - Axe Projets de filières en région Île-de-France » figurant en annexe 9 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Article 7 : Modification du taux de soutien au pôle de compétitivité Systematic

Suite à une erreur matérielle, approuve la modification du taux d'intervention à 17,67 % et la base subventionnable à 3 056 991 € HT pour le bénéficiaire Systematic dans le cadre du soutien 2021 au pôle voté par délibération susvisée n° CP 2022-188 du 20 mai 2022 (Conv. 22003941).

Décide de modifier la fiche projet approuvée par délibération n° CP 2022-188 du 20 mai 2022 jointe en annexe 10 à la présente délibération.

Article 8 : Soutien au projet « Usine du futur » porté par le Slip Français dans le cadre du salon Made in France

Décide de participer, au titre du dispositif « Soutien aux événements et manifestations dans les domaines des contenus numériques, de l'internet et du multimédia », au financement du projet présenté en annexe 11 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 5 000 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention-type adoptée par délibération n° CP 2021-440 du 19 novembre 2021 et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 5 000 € disponible sur le chapitre 935 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 56 « Technologies de l'information et de la communication », programme HP 56-001 « Aide au développement du territoire numérique », action 15600104 « Événements et acteurs numériques », du budget 2023.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans la fiche projet en annexe 6 à la présente délibération, par dérogation prévue à l'article 29, alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 : Fiches Projets Pack IA Phase 2 Tranche 2

DOSSIER N° 23002208 - PACK IA - PHASE 2 - TRANCHE 2 - PILOTAGE - HUB FRANCE IA

Dispositif : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement) (n° 00001056)

Délibération Cadre : CR2017-141 du 06/07/2017

Imputation budgétaire : 936-61-65748-161001-400

Action : 16100107- Accompagnement des entrepreneurs et des jeunes entreprises

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)	308 400,00 € TTC	50,00 %	154 200,00 €
	Montant total de la subvention		154 200,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HUB FRANCE IA

Adresse administrative : 8 RUE CHARLES V
75004 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur ANTOINE COURET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 30 septembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Pour assurer la continuité du dispositif, il est nécessaire d'effectuer un démarrage anticipé.

Description :

Dans le cadre de la stratégie IA 2021 de la Région Île-de-France, il a été convenu que pour lever les freins qui se posent aux PME et ETI dites « traditionnelles » dans leur accès aux technologies d'IA, la Région mettra en place le Pack IA, un parcours exhaustif et personnalisé d'accompagnement pour les PME et ETI. Ce Pack comprendra une brique de conseil personnalisé et pourra aller jusqu'au soutien à la mise en production pérenne de la solution d'Intelligence artificielle identifiée.

Suite à l'AMI réalisation de diagnostics et d'accompagnement de dirigeants de PMI franciliennes dans leurs projets de transformation 2019–2021, le consortium piloté par le Hub France IA et IMT-Teralab a été identifié comme étant le plus adapté pour réaliser le projet.

Le dispositif va ainsi permettre à terme à 100 entreprises franciliennes par an d'accroître très rapidement leur compétitivité en mobilisant l'Intelligence artificielle.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

 REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	246 720,00	80,00%
Frais de structure	61 680,00	20,00%
Total	308 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds Propres	154 200,00	50,00%
Subvention Région	154 200,00	50,00%
Total	308 400,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.58995 RDI (ex SA40391) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020, relatif à : aides en faveur des pôles d'innovation

DOSSIER N° 23002209 - PACK IA - PHASE 2 - TRANCHE 2 - PILOTAGE - IMT

Dispositif : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement) (n° 00001056)

Délibération Cadre : CR2017-141 du 06/07/2017

Imputation budgétaire : 936-61-657381-161001-400

Action : 16100107- Accompagnement des entrepreneurs et des jeunes entreprises

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)	244 800,00 € TTC	50,00 %	122 400,00 €
	Montant total de la subvention		122 400,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INSTITUT MINES TELECOM DIRECTION GENERALE
Adresse administrative : 19 PLACE MARGUERITE PEREY
91120 PALAISEAU
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Madame Odile GAUTHIER, Directrice générale

PRESENTATION DU PROJET

Date de réalisation : 1 janvier 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Pour assurer la continuité du dispositif, il est nécessaire d'effectuer un démarrage anticipé.

Description :

Dans le cadre de la stratégie IA 2021 de la Région Île-de-France, il a été convenu que pour lever les freins qui se posent aux PME et ETI dites « traditionnelles » dans leur accès aux technologies d'IA, la Région mettra en place le Pack IA, un parcours exhaustif et personnalisé d'accompagnement pour les PME et ETI. Ce Pack comprendra une brique de conseil personnalisé et pourra aller jusqu'au soutien à la mise en production pérenne de la solution d'Intelligence artificielle identifiée.

Suite à l'AMI réalisation de diagnostics et d'accompagnement de dirigeants de PMI franciliennes dans leurs projets de transformation 2019-2021, le consortium piloté par le Hub France IA et IMT-Teralab a été identifié comme étant le plus adapté pour réaliser le projet.

Le dispositif va ainsi permettre à terme à 100 entreprises franciliennes par an d'accroître très rapidement leur compétitivité en mobilisant l'Intelligence artificielle.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

🏠 REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	195 840,00	80,00%
Frais de structure	48 960,00	20,00%
Total	244 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	122 400,00	50,00%
Subvention Région	122 400,00	50,00%
Total	244 800,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.58995 RDI (ex SA40391) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020, relatif à : aides en faveur des pôles d'innovation

Annexe 2 : Convention Pack IA

POLITIQUE DE SOUTIEN À L'ENTREPRENEURIAT ET AU DÉVELOPPEMENT DES TPE-PME :
PLAN IA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE

PACK IA – CONVENTION DE PARTENARIAT

La Région Île-de-France, dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,

En vertu de la délibération N° CP 2023-046 du 25 janvier 2023,

Ci-après dénommée « la Région » ;

D'une part ;

L'association HUB France IA, **[ÉLÉMENTS D'IDENTITÉ]** ;

Ci-après dénommée « le HUB » ;

L'Institut Mines-Télécom, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPCSCP) constitué sous la forme d'un grand établissement au sens de l'article L. 717-1 du code de l'éducation, régi par le décret n°2012-279 du 28 février 2012 modifié par le décret n°2016-1527 du 14 novembre 2016, n° SIRET : 180 092 025 00089 - code APE : 8542 Z, sis 37-39 rue Dareau, 75014 Paris, représenté par **Monsieur Philippe JAMET, Directeur Général**, ou son représentant habilité ;

Ci-après dénommée « IMT » ;

Ci-après dénommé le ou les « Pilote(s) » ;

D'autre part ;

Après avoir rappelé :

VU la délibération n° CR 2022-078 du 13 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durées d'amortissement ;

Les objectifs de la Région en matière de développement économique visant à soutenir et accompagner les PME franciliennes dans leur démarche de modernisation vers l'industrie tel qu'inscrit dans la **Stratégie Smart Industrie 2017-2021 n° CR n° CR 2017-130 7 juillet 2017** et la délibération CR 2017-141 du 6 juillet 2017 relative à **la politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME.**

La Région informe les bénéficiaires que ces aides sont allouées sur la base du régime d'aide :

SA.58995 RDI (ex SA40391) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020, relatif à : aides en faveur des pôles d'innovation.

PREAMBULE

Le PACK IA est l'opération emblématique du plan IA2021 annoncé par la Présidente en octobre 2018 et consiste en un **parcours d'accompagnement personnalisé sans précédent pour favoriser l'intégration de solutions d'IA dans les PME et ETI**, du stade de l'idéation jusqu'à la mise en production. Il vise avant tout à lever les freins à l'adoption de l'IA que sont **le coût d'un projet IA, le manque d'expertise interne, la complexité de la mise en œuvre et l'identification du cas d'usage pertinent**.

La plateforme TeraLab, plateforme développée par l'IMT, sera utilisée dans la mise en œuvre de Pack IA.

L'action Pack IA s'articule autour de 2 volets distincts : le volet 1 dit de pilotage qui comprend les actions du Hub France IA et de l'IMT pour la coordination et la mise en place de l'opération, le choix des réalisateurs adaptés aux besoins spécifiques de l'entreprise, le suivi du bon déroulé des projets et le bilan de l'opération, et le volet 2 dit de réalisation représentant la réalisation en tant que telle du projet.

La présente convention ne porte que sur le soutien Régional au volet 1, le deuxième volet faisant quant à lui l'objet d'un vote ultérieur en Commission Permanente.

ARTICLE 1 : OBJET DU CONTRAT

Par délibération N° CP2023-046 du 25 janvier 2023, la Région Île-de-France a décidé de soutenir des Pilotes, sur la base de leur proposition dont le descriptif figure dans la fiche projet en Annexe à la convention (ci-après, « Proposition de projet » ou « la Proposition de projet »), par l'attribution aux Pilotes d'une subvention de fonctionnement pour un montant total de 276 600€ TTC soit 50% des dépenses éligibles, pour la période du 1er janvier 2023 au 30 septembre 2023.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DES BÉNÉFICIAIRES

2.1 OBLIGATIONS RELATIVES A LA REALISATION DU PROJET PACK IA SUBVENTIONNE

Les Pilotes s'engagent à assurer la mise en place, la coordination, le reporting, l'accompagnement et l'évaluation des Projets subventionnés.

Les Pilotes participent aux réunions organisées par la Région en vue des bilans, de l'échange, du suivi général, de l'évaluation des Projets subventionnés, informe la Région des autres subventions publiques demandées ou attribuées pour le même objet en cours d'exercice de la présente Convention de partenariat et des difficultés ou événements sérieux et imprévus, susceptibles de retarder voire d'interrompre l'exécution des Projets et met en œuvre les outils de suivi nécessaires au contrôle de l'utilisation de la subvention régionale.

Les Pilotes s'engagent à ce que les subventions soient affectées, pour la durée de la présente convention de partenariat, à la Réalisation des Projets subventionnés et au Pilotage de la Réalisation du Proposition de projet.

Toute modification substantielle du programme doit faire l'objet d'une demande à la Région et doit être approuvée par celle-ci. La Région ne prendra en charge aucun surcoût lié à une modification des actions subventionnées sur la période.

Toutes actions entreprises dans le cadre de ce volet sont réalisées aux conditions de marché ou sont rémunérées à des tarifs en lien avec les coûts occasionnés par l'action.

2.2 OBLIGATION RELATIVE A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

L'association Hub France IA s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

2.3 OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

Les Pilotes s'engagent à recruter chacun un stagiaire ou alternants pour une durée minimale de deux mois dans la période de validité de la subvention régionale. Le Pilote saisira l'offre de stage ou de contrat de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la plateforme Mes Démarches selon les modalités communiquées par la Région.

2.4 OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Les Pilotes s'engagent à :

- Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme à la réglementation en vigueur.
- Respecter les procédures de mise en concurrence pour la passation des marchés auxquelles le bénéficiaire peut être assujettis tant au regard du droit français que communautaire.
- Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'événement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.
- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution du présent contrat et relatives à l'objet de cette dernière.
- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.
- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il (ou, le cas échéant, les établissements bénéficiaires d'allocations de recherche) pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement.
- Produire un justificatif de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.3 du présent contrat (convention de stage signée ou contrat de travail signé), lors de la demande de versement du solde.
- Tenir une comptabilité séparée

2.5 OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, les Pilotes s'engagent à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente Convention.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication. De même, les communications écrites ou orales (programme, affiche, documents remis aux participants, articles, interviews etc) indiquent explicitement l'implication de la Région. Enfin, concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Île-de-France.

Trois mois avant la date prévue pour l'inauguration ou la principale manifestation des Pilotes relative à l'objet de la présente Convention, les Pilotes prennent l'attache des services de la Région pour organiser la participation de la Région à cette occasion (présence des élus, fixation de la date, validation des cartons d'invitation etc).

Les services concernés de la Région (Pôle Développement et Direction de la Communication) sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller les bénéficiaires dans leur démarche.

En cas de non-respect de ces obligations, la Région se réserve le droit de demander le reversement de la subvention concernée selon les modalités prévues à l'article 6.

Marque de territoire

Chacune des forces vives de la région Île-de-France peut contribuer à la notoriété du territoire régional et renforcer une image positive et attractive à l'international, dont elle est partie prenante. C'est l'objectif de la marque « PARIS REGION » que de développer l'attractivité économique et touristique régionale.

Cette marque territoriale permet de soutenir et d'amplifier la promotion du territoire à l'international et aussi de valoriser les exemples de réussites franciliennes pour affirmer l'excellence, les savoir-faire et les talents du territoire. Cette marque partagée permet également de révéler les richesses de l'Île-de-France et de les faire découvrir, tout en fédérant les acteurs du territoire autour d'une ambition commune. Paris et l'Île-de-France partagent une créativité exceptionnelle, ouverte et partagée, qui résonne comme une invitation à venir ici bâtir tous les possibles, un condensé unique de puissance et d'inspiration résolument tourné vers l'avenir et vers le monde. Ce caractère inimitable, cette personnalité faite d'audace et d'excellence, c'est l'esprit d'innovation et de création, c'est la capacité jamais démentie de l'Île-de-France à être, dans tous les domaines, une inégalable terre d'invention, et à se positionner.

Les Pilotes s'engagent à contribuer à l'attractivité, au rayonnement, à la promotion et à la valorisation de la région Ile-de-France en utilisant la marque de territoire « Paris Région » pour leur communication internationale relative au projet. Les bénéficiaires s'engagent à respecter, à soutenir et à encourager les valeurs portées par la marque de territoire et à appliquer le «Code de marque de territoire». Cela réside dans l'utilisation des codes d'expression de la marque : iconographique, sémantique, typographique, chromatique et dans l'utilisation du marqueur « PARIS REGION » sur tous leurs supports de communication internationale selon les éléments précisés dans le code de marque.

Conçu comme un emblème venant s'ajouter à une identité existante, le marqueur permet d'affirmer l'adhésion à la marque en enrichissant sa propre identité. Il s'intègre facilement aux outils de communication, tout en soulignant clairement l'idée d'appartenance au territoire.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50% du budget total de l'opération, la taille du logo régional est proportionnellement supérieure à celle des autres cofinanceurs.

Le Pilote prévient et associe la Région dans l'organisation de tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation (lancement, inauguration, conférence de presse etc.) liés aux projets subventionnés et y invite un représentant de la Région. Ces événements font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le Pilote s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente Convention, décidées par l'institution régionale.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le Pilote dans sa démarche.

ARTICLE 3. DISPOSITIONS FINANCIERES

3.1. REPARTITION DES DEPENSES

Le projet comprend 2 volets :

Volet 1 « Pilotage » : il comprend la Mise en place de l'offre Pack IA, l'organisation des sessions Pack IA, l'accompagnement des projets et les finalisations annuelles. Ce volet est assuré par les pilotes qui recevront à ce titre respectivement pour le Hub et l'IMT 154 200 € et 122 400 € sur la base du régime d'aide SA 58995 (RDI), catégorie pôles d'innovation.

Le volet 2 « Réalisation » sera évoqué dans une convention ultérieure.

3.2 CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, les Pilotes n'ont pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si les bénéficiaires établissent, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, les Pilotes disposent d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

3.3 MODALITES DE VERSEMENT

Pour chaque année, comme indiqué en Annexe 1, le Volet 1 « Pilotage » se divise chaque année en 4 phases :

Mise en place

Sessions Pack IA

Accompagnement Projet

Finalisation

Le cumul des acomptes et des avances ne peut excéder 80% du montant de la subvention.

3.3.1 Versement d'avances

Chaque année, à compter de la date de signature des présentes et à chaque date anniversaire, les bénéficiaires porteurs recevront comme avance :

100% du montant prévu au titre de la phase 1 « Mise en place » du Volet 1

30% pour la phase 2 « Sessions Pack IA » du Volet 1

30% pour la phase 3 « Accompagnement projet » au titre du Volet 1

30% pour la phase 4 « Finalisation » du Volet 1

Les Pilotes peuvent effectuer une demande d'avance supplémentaire à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'ils justifient ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

3.3.2 Versement d'acomptes

Versement d'acompte au titre du Volet 1 « Pilotage »

Les Pilotes peuvent demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux ou du barème.

Chaque versement de subvention est effectué sur demande du Pilote.

Pour les actions portées par les Pilotes, la demande précise, dans un état récapitulatif des dépenses, notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Pour les actions du Volet 1, la demande de versement d'acompte par les Pilotes précise, dans un état récapitulatif :

- Le montant total des dépenses déjà réalisées par le Pilote au titre du Volet 1,
- La nature de la prestation réalisée par le Pilote au titre du Volet 1,

La demande de versement de subvention est remplie et signée par le bénéficiaire de la subvention qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée.

Cette demande est accompagnée d'un état récapitulatif des dépenses, précisant notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le Pilote bénéficiaire de la subvention de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

La demande de versement de solde est accompagnée des documents suivants :

- Pour chacun des volets du projet, les états récapitulatifs prévus ci-dessus pour le versement des acomptes.
- Un compte rendu financier consolidé (bilan équilibré des dépenses consolidées et recettes consolidées) des actions subventionnées signé par le représentant légal de la structure et, selon le cas, par l'agent comptable, l'expert-comptable, ou le commissaire aux comptes de l'organisme, à défaut le trésorier de l'organisme subventionné.
- Un compte rendu d'exécution qui rendra compte de la mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.
- Les justificatifs de recrutement par les Pilotes conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.3. du présent contrat (convention de stage signée, contrat de travail signé).

3.3.3 Révision du montant subventionné

Dans le cas où la dépense réelle engagée par l'un des Pilotes bénéficiaires s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée à celui-ci peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 du présent contrat. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

3.4 ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

La prise en compte des dépenses va du 1^{er} janvier 2023 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.2. du présent contrat.

Les versements sont effectués sur le compte établi au nom de :

L'organisme : HUB

Code banque : xxx

Code guichet : xxx

N° de compte : xxx

Clé : xxx

L'organisme : IMT

Code banque : xxx

Code guichet : xxx

N° de compte : xxx

Clé : xxx

Pour la Région, le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris - Trésorier Payeur Général de la Région Ile-de-France.

ARTICLE 4. DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire et expire au versement du solde de la subvention ou à défaut par application des règles de caducité prévues à l'article 3.2.

ARTICLE 5. RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au(x) bénéficiaire(s) une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant du présent contrat jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation du contrat implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6. RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées, en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier des actions subventionnées ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée au Hub France IA en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du programme subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7. MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification non substantielle de la convention fera l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8. OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 9. PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la présente convention, ainsi que l'ensemble de ses annexes dont notamment l'Annexe 1 dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° [NUMÉRO DE LA DÉCISION] du [DATE DE LA DÉCISION].

Fait à Saint-Ouen en 3 exemplaires originaux

Date :	Date :	Date :
Pour l'association HUB France IA Le Président	Pour IMT Le Directeur Général	Pour la Région Ile-de-France La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France

Annexe 3 : Convention délégation PACK IA

Dispositif PACK IA – Phase 2 – Tranche 2 - volet 2 : Réalisation

Convention de délégation de gestion

Entre :

- **La Région Ile-de-France**, dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93 400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa Présidente, Mme Valérie PECRESSE, dûment habilitée à cet effet par la délibération de la Commission permanente du Conseil régional n° CP2023-046 en date du 25 janvier 2023, ci-après dénommée la « **Région** »

Et

- **L'Institut Mines-Télécom**,

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP) constitué sous la forme d'un grand établissement au sens de l'article L. 717-1 du code de l'éducation

Sis 19 Place Marguerite Perey - 91120 Palaiseau

Représenté par Madame Odile GAUTHIER, Directrice Générale,
ci après dénommé « Le délégataire »

VU le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013 et modifié par le règlement (UE) 2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020 publié au JOUE L 215 du 7 juillet 2020 ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et notamment ses articles L 1511-2 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

Vu la loi 78-17 du Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée

VU la délibération n° CR 2022-078 du 13 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durées d'amortissement ;

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :

Annoncé par la Présidente en octobre 2018 et entériné en CR 2018-052 de novembre 2018, la Région Ile-de-France a souhaité mettre l'Intelligence Artificielle (IA) au service de l'économie francilienne dans le cadre du plan IA 2021.

(<http://www.iledefrance.fr/toutes-les-actualites/un-plan-faire-de-l-ile-de-france-la-1ere-region-europeenne-intelligence-artificielle>)

Dans ce cadre, la Région s'est engagée à donner aux PME et ETI franciliennes les clés et les ressources pour utiliser davantage cette technologie au quotidien.

La Région souhaite mobiliser les talents de l'Intelligence Artificielle franciliens pour résoudre les grands enjeux industriels de demain, en matière de santé, de sécurité, de mobilité ou d'emploi.

Le premier objectif de ce plan est de mettre l'IA au service de l'économie francilienne et en particulier de son industrie. La première mesure du plan concerne ainsi le Pack IA, qui permet de faciliter l'usage de l'IA pour les PME et ETI franciliennes.

En effet, pour lever les freins qui se posent aux PME et ETI dites « traditionnelles » dans leur accès aux technologies d'IA, la Région mettra en place le Pack IA, un parcours exhaustif et personnalisé d'accompagnement pour les PME et ETI.

Ce pack comprendra une brique de conseil personnalisé, la production d'une solution logicielle d'Intelligence artificielle et la préparation de la mise en production pérenne de la solution identifiée.

La finalité à terme est de faire bénéficier 100 entreprises franciliennes, PME ou ETI (appelées les « bénéficiaires ») par an du dispositif, afin d'accroître très rapidement leur compétitivité en mobilisant l'Intelligence Artificielle, la Région finançant pour moitié le coût de réalisation du projet.

Le dispositif a fait l'objet d'un Appel à Manifestation d'Intérêt en mai 2019 qui a permis de faire ressortir la proposition conjointe d'un consortium piloté par des experts reconnus du secteur de l'IA.

Pour mener à bien ce projet, Hub France IA et Institut Mines Télécom, appelés les « pilotes », se sont entourés d'un consortium de « réalisateurs » qualifiés et expérimentés dans l'accompagnement d'entreprises sur leurs problématiques d'Intelligence Artificielle, comprenant notamment des cabinets de conseils en management et en technologie spécialisés ou ayant une spécialité dans l'IA ainsi qu'un écosystème qualifié de start-ups technologiques spécialisées en Intelligence Artificielle.

L'accompagnement des entreprises est effectué par des entreprises spécialistes d'Intelligence Artificielle dans le consortium ou dans le réseau d'entreprises qualifiées, sous la forme d'une prestation de conseil d'un projet (preuve de concept) d'environ 3 mois et d'un montant maximum de 44 400 € TTC.

Le soutien régional vise à permettre une prise en charge partielle à hauteur de 50 % de cet accompagnement, le restant étant pris en charge par l'entreprise bénéficiant du dispositif.

Par ailleurs, sur ce dispositif, la Région a décidé, conformément à l'article L1511-2 alinéa 3 du code général des collectivités territoriales (CGCT), de confier la gestion du dispositif « PACK IA » à un établissement public, délégataire de gestion de cette aide.

Cette convention a pour objet d'apporter des précisions sur la délégation de gestion du dispositif PACK IA et sur les obligations financières du « délégataire » quant au paiement des aides aux PME et ETI bénéficiaires. Cette convention vaut convention de délégation au titre de l'article L1611-7 II du CGCT.

Pour la bonne exécution de ce contrat et le suivi, le délégataire devra veiller à faire l'interface entre les services de la Région dans le cadre du reporting régulier notamment, les pilotes et les réalisateurs du consortium qui lui indiqueront et le mettront en contact avec les entreprises considérées éligibles au dispositif, et avec ces dernières dans le recueil des informations nécessaires à l'instruction et régulièrement au cours de la vie du projet pour pouvoir notamment procéder au paiement.

EN CONSEQUENCE DE QUOI IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET

La présente convention a pour objet de déléguer la gestion du soutien de 40 entreprises comme prévu dans le cadre du dispositif Pack IA suite à l'année expérimentale de mise en oeuvre du dispositif sur le fondement des articles L1511-2 et L1611-7 du Code Général des Collectivités Territoriales(CGCT).

ARTICLE 2 – DESCRIPTION DU DISPOSITIF DELEGUE

2.1. Objectifs poursuivis

Le délégataire est chargé pour le compte du conseil régional d'Ile-de-France de la gestion de 20 aides régionales à 20 entreprises selon les critères définis dans les articles suivants.

Le délégataire est chargé dans ce cadre de l'instruction, l'attribution, le paiement des aides régionales et du recouvrement amiable et contentieux des éventuels indus.

Le délégataire peut attribuer des aides et s'engager pour le compte de la région Île de France pour un montant total maximum prévisionnel de 444 000 € jusqu'au 30 novembre 2023.

2.2. Gouvernance du dispositif

La gouvernance du dispositif se fait en conformité avec la Projet Pack IA voté en commission permanente le 25 janvier 2023 piloté par le Hub France IA et l'IMT.

2.3 Description de l'aide régionale

2.3.1. Critères d'éligibilité et de sélection des projets

Publics éligibles : Le Pack IA cible les PME et ETI susceptible de bénéficier d'un levier de croissance par l'utilisation de l'IA. Parmi les entreprises régionales, le projet en vise 5 300 représentant 4% des PME et ETI de la Région Île-de-France :

- Petites et Moyennes entreprises franciliennes
- ETI franciliennes

Selon la nature du projet, on pourra étendre à des entreprises plus petites ou plus grandes.

Conditions

- Les entreprises candidates à l'aide de la Région doivent être en bonne santé financière. Leur solvabilité sera vérifiée, avec une attestation sur l'honneur concernant la cote de crédit de la Banque de France 3++, 3+, 3, 4+.
- Une attestation sur l'honneur indiquant les aides de minimis octroyées et à venir sera fournie.
- Ayant bénéficié d'une évaluation positive conformément au Projet Pack IA piloté par le Hub France IA et l'IMT

2.3.2. Nature des aides

L'accompagnement des entreprises est effectué par des entreprises spécialistes d'Intelligence Artificielle dans le consortium ou dans le réseau d'entreprises qualifiées (les réalisateurs), sous la forme d'une prestation de conseil d'un projet (preuve de concept) d'environ 3 mois et d'un montant maximum de 44 400 € TTC.

Les aides régionales accordées sous forme de subventions de fonctionnement correspondent à 50 % des dépenses éligibles, l'aide régionale étant plafonnée à 22 200 € par projet, le restant étant pris en charge par l'entreprise bénéficiant du dispositif.

2.4 Délai de versement des aides à compter de la notification

Le délégataire dispose d'un délai maximum de [1 an] pour attribuer des aides. Le délégataire dispose d'un délai de [2 ans], à compter de la date de notification pour effectuer une demande de versement. En tout état de cause, ces délais ne pourront pas conduire le délégataire à dépasser la date limite de demande de solde, c'est-à-dire 3 ans à compter de sa première demande d'avance à la région.

Le réalisateur retenu dispose d'un délai de 1 mois à compter de la date de notification pour effectuer une demande de versement

ARTICLE 3 – PERIMETRE DE LA DÉLÉGATION DE LA GESTION DU DISPOSITIF À L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC DELEGATAIRE DE GESTION DE L'AIDE

Obligations du délégataire

Le délégataire est chargé pour le compte du conseil régional d'Île-de-France :

- d'instruire les dossiers pour le compte du conseil régional ;
- d'attribuer les aides dans le cadre du processus de sélection défini à l'article 2 et selon les critères définis à l'article 3, en désignant une entreprise bénéficiaire et un réalisateur, arrêtant un montant de subvention, précisant l'objet clairement identifié en se conformant strictement au règlement d'intervention régional,
- de notifier individuellement aux entreprises bénéficiaires et aux réalisateurs l'aide régionale ;

- de procéder à la liquidation et au paiement des aides régionales sur demande de versement du réalisateur dans le respect des délais maximum de versement tels que précisés à l'article 2.4, en s'assurant de disposer avec des pièces justificatives listées ci-dessous, à adapter le cas échéant en fonction du cadre budgétaire et comptable de l'établissement ;
- de procéder au recouvrement amiable et contentieux des indus résultant du paiement des aides dans la période de validité de la convention.

Le montant total des aides attribuées par le délégataire ne saurait excéder le montant plafond des droits à engagement délégué par le Conseil région d'Île-de-France précisé à l'article 2. Les éventuels indus ne sauraient conduire à majorer ce plafond d'aide et feront l'objet d'un remboursement à la région Île-de-France.

Pour pouvoir procéder au versement des aides régionales, le délégataire doit s'assurer dans la phase d'instruction de recueillir pour le dossier de l'entreprise bénéficiaire les éléments suivants :

- une copie de la notification d'attribution ;
- les RIB du bénéficiaire et du réalisateur accompagnant le bénéficiaire ;
- les factures émises par le réalisateur sur lesquelles est calculée l'aide régionale ;
- le récapitulatif des actions menées par le bénéficiaire et par le réalisateur en fin d'action (un récapitulatif des entreprises accompagnées par réalisateur).

Le délégataire est également chargé de transmettre ainsi qu'au Hub France IA:

- pour le COPIL régional des points d'étapes intégrant des tableaux de bord au moins cinq jours ouvrés avant la tenue des comités de pilotage ;
- le suivi des aides attribuées, en distinguant bien les aides ayant fait l'objet d'une décision favorable du comité de sélection et les demandes d'aide transmises au comité de sélection pour notification et paiement. Ce suivi permettra notamment de bien s'assurer du bon respect du plafond global de l'enveloppe dédiée au fonds définie à l'art. 2.

Le processus d'attribution est conforme aux dispositions concernant la notification de l'aide :

Notification : le délégataire notifie dans les 2 semaines suivant l'évaluation positive du projet conformément au Projet Pack IA, et comprenant systématiquement le logo du dispositif ainsi que la mention : 'Soutenu par la Région Île-de-France'....

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS RELATIVES À LA RÉGLEMENTATION DES AIDES D'ETAT

L'intervention au titre du Pack IA se fait dans le respect des articles 107 et 108 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne relatifs aux aides d'Etat, et en particulier du règlement *de minimis*, (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013.

Le délégataire est chargé d'appliquer cette réglementation auprès de chaque bénéficiaire. Il devra ainsi vérifier l'éligibilité du bénéficiaire à l'obtention d'une telle aide, lui notifier la nature et le montant de l'aide. Les bénéficiaires, candidats à l'obtention de l'aide, complètent, au moment de dépôt de demande d'aide, une attestation sur l'honneur indiquant les aides *de minimis* octroyées et à venir.

Le délégataire réalise un reporting « aide d'Etat » qui consiste en un tableau des aides distribuées, leur taux, comportant notamment, pour chaque bénéficiaire ;

- le nom du bénéficiaire ;
- la date de l'octroi de l'aide ;
- le régime d'aide ;
- la forme de l'aide (rabais sur le prix de la facture) ;
- le montant de l'aide
- l'identité du réalisateur ayant effectué la prestation de conseil

Le modèle de tableau à utiliser pour réaliser ce reporting est conforme aux documents contractuels présents dans le marché d'attribution de la délégation lors de la première année du dispositif.

Le délégataire conserve l'ensemble des pièces justificatives démontrant la correcte application de la réglementation des aides d'Etat et les transmettra à la Région à sa demande.

ARTICLE 5 - DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

5.1 Organisation comptable

Le délégataire tient une comptabilité séparée retraçant l'intégralité des mouvements au titre de la présente délégation, qui lui permet d'être en mesure d'apporter au délégant, à son comptable public et au juge des comptes, la justification des opérations réalisées pour le compte de la région Île-de-France de façon rapide et fiable. Il retracera les opérations sous la présente délégation, dans le respect des instructions budgétaires et comptables qui lui sont applicables.

5.2 Mise à disposition des fonds par la région

Les opérations exécutées par le délégataire sont exécutées au titre d'avances consenties par le compte du conseil régional d'Île-de-France.

Une avance correspondant à 25% du montant prévisionnel des aides attribuables par le délégataire pour le compte de la région (22 200 X 20 entreprises soit 444 000 €) tel qu'arrêtés à l'article 2 est versée à compter de la date de mise en œuvre de la convention. Le délégataire devra transmettre une demande d'avance dûment signée par le représentant du délégataire et revêtue, le cas échéant, du cachet de ce dernier accompagnée d'un plan de trésorerie attestant du besoin financier et d'un RIB signé par le représentant du délégataire.

Cette demande de première avance doit intervenir dans un délai d'un an à compter du 25 janvier 2023.

Au plus tard à la date de reddition trimestrielle des comptes et dès lors que l'avance précédente a été utilisée pour procéder au paiement d'aides aux bénéficiaires éligibles à hauteur de 80%, le délégataire peut solliciter le versement d'une nouvelle avance de 25 % du montant des aides attribuables par la région pour le compte de la Région (22 200 X 20 entreprises soit 444 000 €).

Chaque nouvelle demande d'avance est versée sur présentation d'un état récapitulatif des aides effectivement versées, qui doit détailler les bénéficiaires (entreprise accompagnante et l'entreprise aidée), les montants d'aide versés et les dates de versements ainsi qu'un état

prévisionnel des aides engagées comportant les éléments suivant bénéficiaire et montant de l'aide engagée.

Le montant cumulé des avances ne peut excéder 80% du montant prévisionnel des aides attribuables par le délégataire pour le compte de la région (22 200 X 20 entreprises soit 444 000 €) tel qu'arrêtés à l'article 2.

La demande de solde pourra être versée au délégataire sur présentation d'une demande signée par le représentant du délégataire et revêtue le cas échéant du cachet de ce dernier. A l'appui de cette demande, le délégataire devra transmettre :

- Un état récapitulatif de l'ensemble des aides versées qui doit détailler les bénéficiaires (entreprises accompagnante et l'entreprise aidée), les montants d'aide versés et les dates de versements. Ce document doit être signé par le représentant et le comptable du délégataire qui devra attester de la prise en charge des dépenses dans la comptabilité du délégataire.
- Un bilan financier récapitulant les aides versées et les recettes perçues dûment signé par le représentant et le comptable du délégataire.
- un bilan d'activité qualitatif et quantitatif des dossiers traités mais également une synthèse sur la réalisation de la mission. Cette synthèse comportera notamment :
 - o une balance générale des comptes utilisés ;
 - o un état de développement du solde certifié conforme à la balance générale des comptes ;
 - o une situation de trésorerie de la période ;
 - o les pièces justificatives des dépenses retracées dans les comptes ;
 - o le cas échéant, en cas de recouvrement d'indus amiable ou, le cas échéant, contentieux, des pièces spécifiques dans le respect du décret fixant la liste des pièces justificatives relatives aux établissements publics
 - o la ventilation moyenne (en temps passé sous la forme : heure/homme par dossier) de chacune des tâches détaillées dans le marché.

La demande de solde devra être adressée au maximum 3 ans après la date de demande de première avance.

S'il est constaté un excédent, un titre de recettes pourra être émis par la Région.

5.3 Paiement des aides régionales et recouvrement et apurement des indus

Lorsque le délégataire procède au paiement d'une dépense il doit effectuer les mêmes contrôles que ceux prévus aux d et e du 2° de l'article 19 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique. Ces contrôles portent ainsi sur la validité de la dette (la justification du service fait, l'exactitude de la liquidation, l'intervention des contrôles préalables prescrits par la réglementation, la production des pièces justificatives, l'application des règles de prescription et de déchéance) et le caractère libératoire du paiement.

Le délégataire conserve, à l'égard des bénéficiaires des paiements indus, et jusqu'au versement du solde par la région mentionné à l'article 7.1, la responsabilité entière de leur recouvrement et de leur apurement. Le cas échéant, le délégataire soumet au conseil régional les demandes de remises gracieuses des créances présentées par les bénéficiaires d'aides régionales.

Les restes à recouvrer seront pris en charge au vu d'un titre de recettes émis par l'ordonnateur de l'organisme public local délégant. Ce titre de recettes sera revêtu de la formule exécutoire sauf si le délégataire avait obtenu un jugement exécutoire.

Lorsque le délégataire recouvre des indus résultant des paiements qu'il a réalisés, il doit effectuer les mêmes contrôles que ceux prévus au 1° et, le cas échéant, au 3° de l'article 19 du décret du 7 novembre 2012 précité. Le délégataire doit alors s'assurer de la régularité de l'autorisation de percevoir la recette et dans la limite des éléments dont il dispose, de la mise en recouvrement des créances.

L'intégralité des recettes encaissées pour le compte du délégant doit lui être reversée pour leur montant brut (sans prélèvement pour le paiement de la rémunération qui serait due au délégataire), de même que l'intégralité des dépenses réalisées par le délégataire doit être justifiée auprès du délégant. Aucune contraction comptable n'est autorisée entre les recettes et les dépenses au titre de la même délégation. Néanmoins, les compensations de trésorerie entre dépenses et recettes sont autorisées.

5.4 Reddition des comptes et transmission des pièces justificatives au conseil régional

La reddition des comptes a lieu une fois par trimestre, c'est-à-dire au 31 mars, 30 juin, 30 septembre et au 31 décembre, et comprend bien les charges et produits à rattacher pour que le conseil régional d'Île de France puisse, ensuite et à son tour, procéder au rattachement des charges et des produits à l'exercice N.

A cette fin le délégataire transmet tous les trimestres à la Région, direction du développement économique, un bilan d'activités comportant les éléments ci-après, dans un délai d'un mois après la fin d'un trimestre et permettant l'intégration dans la comptabilité de la Région.

Pour ce dernier document, envoyé au plus tard à la fin du premier trimestre suivant la fin de la première année du dispositif, le délégataire devra présenter un bilan annuel financier qualitatif et quantitatif des dossiers traités mais également une synthèse sur la réalisation de la mission. Cette synthèse comportera notamment :

- une balance générale des comptes utilisés ;
- un état de développement du solde certifié conforme à la balance générale des comptes ;
- une situation de trésorerie de la période ;
- les pièces justificatives des dépenses retracées dans les comptes ;
- le cas échéant, en cas de recouvrement d'indus amiable ou, le cas échéant, contentieux, des pièces spécifiques dans le respect du décret fixant la liste des pièces justificatives relatives aux établissements publics ;
- la ventilation moyenne (en temps passé sous la forme : heure/homme par dossier) de chacune des tâches détaillées dans le marché.

Le délégataire communiquera ce bilan au Hub France IA qui le consolidera dans le reporting global du projet.

ARTICLE 6 – CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES

6.1 Obligations des Parties

Chaque Partie s'oblige, en ce qui concerne la teneur des dispositions de la présente convention ainsi que des informations dont chacune pourrait avoir connaissance dans le cadre de l'exécution de la convention, dès lors que ces informations ont un caractère sensible notamment sur le plan financier, économique, déontologique, technique, commercial, ou déclarées tel quel ou à raison de leur caractère personnel, à :

- Les garder strictement confidentielles et s'abstenir de les communiquer à quiconque, sauf aux fins nécessaires à la bonne exécution de la présente convention et au respect des conditions de reporting spécifiques au fonds de soutien ;
- S'abstenir de les exploiter, directement ou indirectement, ou permettre leur exploitation par un tiers, à une fin autre que la bonne exécution de la convention.

Seront publiés sur les sites de la Région le nom du bénéficiaire, la nature et le montant de l'aide. Le formulaire d'aide informera le bénéficiaire de cette obligation de publication et du contenu des éléments publiés.

6.2 Protection des données à caractère personnel

Chaque Partie de la présente convention est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès dans l'exécution de la convention.

Chaque Partie s'engage à assurer la sécurité, la confidentialité et l'intégrité des données à caractère personnel qu'elle aura à traiter dans le cadre de la convention en mettant tout en œuvre afin que celles-ci ne soient pas déformées ou que des tiers non autorisés y aient accès.

Les Parties conviennent qu'elles procèdent aux formalités relatives au traitement des données à caractère personnel conformément aux obligations résultant de la loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée.

ARTICLE 7 – COMMUNICATION

Dans tous les documents et communications (sites internet, plaquettes....) portant sur des projets financés au titre de la présente convention, les signataires s'engagent à préciser que les opérations retenues sont réalisées dans le cadre du Pack IA et du Plan IA2021 financé par la Région Ile-de-France. La communication doit viser à rappeler l'objectif de l'action concernée et à la valoriser.

ARTICLE 8 – SUIVI ET EVALUATION

Le délégataire fournit à la Région trimestriellement et à la fin de la convention - un bilan du fonds de soutien comprenant le récapitulatif des aides sollicitées, des dossiers acceptés et des dossiers refusés. Une analyse qualitative sera également réalisée par la Région, à l'issue de 6 mois de mise en œuvre du fonds. Ce bilan trimestriel sera accompagné d'un fichier au format Excel comportant la liste des entreprises aidées, raison sociale, Siret, adresse conforme à la base adresse nationale, du montant de l'aide accordée, du montant du reste à charge pris en considération, de la date de décision formulée par le comité régional de sélection.

Le délégataire tient également à disposition des membres du comité de sélection régional, à leur demande, toute information complémentaire liée aux projets sélectionnés.

ARTICLE 9 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les parties et reste en vigueur jusqu'au versement du solde tel que précisé à l'article. 7.2 et au plus tard 4 ans après la date de délibération ayant autorisé la présidente de la région à signer la présente convention. Les obligations résultant des dispositions relatives au contrôle et à la confidentialité stipulées aux articles ci-dessus demeurent en vigueur au-delà de la durée conventionnelle.

ARTICLE 10 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

A tout moment il pourra être procédé à une révision de la présente convention.

La partie demanderesse devra alors saisir par lettre recommandée avec accusé de réception ses cocontractants, trois mois au moins avant la date d'effet souhaitée des modifications.

Toute modification ne pourra intervenir que par la signature d'un avenant qui, pour la Région devra être dûment approuvée par son assemblée délibérante.

ARTICLE 11 – OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 12 – RESILIATION

En cas d'inexécution de ses obligations contractuelles par l'une des parties, l'autre partie peut résilier de plein droit la présente convention après un délai d'un mois minimum suivant mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet.

Ce délai court à compter de la date de réception postale de la mise en demeure qui doit être dûment motivée.

Au cours de cette période, les deux parties restent tenues d'exécuter leurs obligations contractuelles.

La résiliation devient effective, sauf si dans ce délai :

- les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un commencement d'exécution,
- l'inexécution des obligations est consécutive à un cas de force majeure au sens de l'article 1218 du Code Civil.

Dans le cas de non-exécution d'une obligation résultant d'un cas de force majeure, la partie défaillante devra en informer immédiatement l'autre partie afin de prévoir conjointement toutes mesures nécessaires pour en limiter les conséquences.

Dans l'hypothèse où le cas de force majeure dépasse trois mois consécutifs, l'autre partie pourra résilier la convention par lettre recommandée avec accusé de réception.

L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas la partie défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation de la présente convention.

Par ailleurs, à tout moment les parties pourront s'entendre pour mettre fin de façon anticipée à la présente convention.

La résiliation pourra notamment être prononcée par la Région en cas d'abandon des actions concernées par la présente convention.

Fait à Paris, le

En 4 exemplaires originaux

La Présidente
du Conseil régional

Le délégataire

Valérie PECRESSE

XXXXXXXXX

Annexe 4 : Fiche projet salon Dubai Airshow - VF

DOSSIER N° 23001599 - Dubai Airshow - Soutien aux entreprises via le pôle ASTECH

Dispositif : Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires (n° 00000322)

Délibération Cadre : CR63-07 modifiée du 27/09/2007

Imputation budgétaire : 936-632-65748-163001-400

Action : 16300105- Soutien à l'industrie, aux PME et aux ETI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires	216 000,00 € HT	50,00 %	108 000,00 €
Montant total de la subvention			108 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION ASTECH PARIS REGION

Adresse administrative : 1 ALLEE DE BRUXELLES
93350 LE BOURGET

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame Marie-Christine OGHLY, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutenir les PME/ETI franciliennes à participer au salon aéronautique à Dubai du 12 au 16 novembre. ASTech agira en tant qu'intermédiaire transparent pour cette mission ciblée.

Dates prévisionnelles : 1 février 2023 - 2 février 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Après le succès de 2021, la Région souhaite se mobiliser une nouvelle fois pour soutenir les entreprises de la filière aéronautique, spatiale et défense (ASD) en les aidant à participer au salon Dubaï AirShow qui se tiendra du 12 au 16 novembre 2023.

Une subvention de 108 000 euros permettrait d'accompagner une délégation de 10 PME/ETI à exposer au sein du Pavillon France fédéré par le GIFAS ; il n'y a pas de pavillon régional. Cette subvention prendrait la forme d'un ticket modérateur permettant de réduire le coût par entreprise, le pôle ASTech jouant un rôle d'intermédiaire transparent. Les dépenses éligibles sont celles des prestations de location de l'espace d'exposition et de logistique et accompagnement (transport, navette, hébergement). ASTech avance les dépenses puis facture à l'entreprise participante ces dépenses diminuées du montant du ticket modérateur que la Région verse à ASTech.

Dans le cadre de son rôle général de pôle, ASTech assurera la présentation du marché local et la mise en relation avec les institutions nationales locales (en coopération avec le GIFAS).

Si la situation sanitaire ne se dégrade pas, 2023 sera cruciale pour la reprise d'activités de toutes les PME/ETI franciliennes. C'est pourquoi la Région a accompagné 10 entreprises au salon aéronautique

britannique de Farnborough en juillet 2022 et qu'il serait opportun de maintenir l'effort en 2023, d'abord avec une participation au salon du Bourget en juin – voté en CP de novembre – puis en soutenant cette seconde participation au Dubaï AirShow, devenu incontournable (74 milliards USD de contrats annoncés pendant son édition 2021, plus de 104 000 participants de 145 pays). La participation de 2021 avait permis d'obtenir un bilan très positif pour les entreprises participantes : en moyenne chacune a initié 30 contacts prometteurs, quatre d'entre elles ont signé des commandes fermes, l'une a recruté un commercial export dès son retour et une autre devait recevoir une délégation américaine pour négocier un contrat.

L'objectif est donc de permettre aux PME/ETI de poursuivre les contacts pris lors de la précédente édition et de prospecter de nouveaux clients (privés et publics), voire d'initier des négociations pour de nouveaux contrats. L'action sera menée de façon coordonnée avec le GIFAS, qui organise le Pavillon France, tout en permettant à la délégation de promouvoir la région Île-de-France et ses atouts.

Objectifs qualitatifs :

- Faciliter l'accès au salon des PME/ETI franciliennes tant sur le plan pratique (avec un accompagnement personnalisé et une prise en charge de la logistique liée au déplacement), que financier (avec un ticket modérateur) ;
- Promouvoir à l'international les compétences et atouts des entreprises franciliennes ;
- Confirmer l'ambition "Île-de-France 1ère région française et européenne pour les industries aéronautiques et spatiales" autour d'un pôle de compétitivité reconnu et capable de fédérer une délation d'industriels régionaux.

La région rayonnera à travers le pôle ASTech Paris Region qui mettra en avant les atouts de la région et organisera une visite pour la délégation officielle de la Région. Des entretiens bilatéraux pourront également être programmés.

Objectifs quantitatifs :

- une dizaine d'exposants fédérés autour du pôle ASTech sous la bannière régionale, dans le cadre du pavillon national, tous bénéficiaires du ticket modérateur ; la subvention totale définitive sera ajusté en fonction du nombre de bénéficiaires.
- un rapport d'exécution du projet (bilan, avancement des prospects, retour d'expérience pour anticiper les améliorations à apporter aux prochaines éditions).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de la subvention est calculée sur une base prévisionnelle d'une dizaine d'entreprises accompagnées. Le montant final versé sera ajusté en fonction du nombre définitive d'entreprises bénéficiaires.

Localisation géographique :

🌐 RESTE DU MONDE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Location de l'espace d'exposition (100 m2 pour 10 exposants)	150 000,00	69,44%
Accompagnement et Logistique (transport, hôtel, navette, etc.)	66 000,00	30,56%
Total	216 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Participation des PME/ETI	100 000,00	46,30%
Subvention par ticket modérateur	108 000,00	50,00%
Participation du pôle ASTech	8 000,00	3,70%
Total	216 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base de la méthodologie de l'intermédiaire transparent.

Annexe 5 : Convention Dubaï Airshow

SOUTIEN AUX PROGRAMMES DE SOUTIEN AUX FILIÈRES INDUSTRIELLES : PLAN INDUSTRIES – « SALON AÉRONAUTIQUE DUBAI AIRSHOW »

La Région Ile-de-France, sise au 2 rue Simone Veil – 93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE représentée par sa Présidente, **Madame Valérie PECRESSE**, en vertu de la délibération N° CP 2023 – 046 en date du 25 janvier 2023, ci-après dénommée « *la Région* », d'une part,

ASTECH PARIS REGION,

Statut juridique Association régie par la loi de 1901

N° SIRET : 500 759 949 000 26,

sis 1 allée de Bruxelles, 93350 Le Bourget,

représenté par **Madame Marie-Christine OGHLY**, dûment habilité en vertu de Présidente ci-après dénommé « *le bénéficiaire porteur* », d'autre part,

PRÉAMBULE :

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par la délibération du Conseil Régional n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022.

Les objectifs de cette subvention s'inscrivent dans la stratégie régionale en matière de développement économique définie par la Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation 2022-2028 approuvé par la délibération n° CR 2022- 029 du 19 mai 2022.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° CP 2023-046 du 25 janvier 2023, la Région a décidé de soutenir ASTech Paris Region pour la réalisation de l'opération dont le descriptif et le plan de financement prévisionnel figurent dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : SALON AÉRONAUTIQUE DUBAI AIRSHOW.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire porteur une subvention d'un montant de 108 000 €, montant plafond et révisable en proportion du niveau d'exécution constaté.

Le bénéficiaire porteur est chargé de répercuter l'intégralité de la subvention sur les bénéficiaires finaux sous forme d'un soutien à leur participation effective au salon aéronautique *Dubai Airshow* qui se tiendra du 12 au 16 novembre 2023 au Dubai World Center à Dubaï, aux Émirats arabes unis.

Cette action s'inscrit dans le cadre des missions spécifiques relatives à la promotion de la filière aérospatiale francilienne confiées au pôle de compétitivité ASTech Paris Region et définies dans la convention encadrant sa gouvernance approuvée par la délibération de la Commission permanente n° CP2022-111 du 23 mars 2022.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

Le bénéficiaire s'engage à produire et à transmettre à la Région au plus tard un mois avant le début du projet, soit le 12 octobre 2023, un document de préparation du projet indiquant l'ensemble des informations nécessaires à son exécution (participants, leurs objectifs, leurs participations antérieures, les programmes prévus, toute autre information utile).

Le bénéficiaire s'engage à produire et à transmettre à la Région un bilan opérationnel de ce projet au plus tard un mois après la fin du projet, soit le 16 décembre 2023, sous la forme d'un rapport d'exécution précisant *a minima* les résultats obtenus et la tenue des objectifs qui auront été mentionnés dans le document de préparation. Ce bilan est indépendant du document exigé pour le versement du solde dans l'article 3.2.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter un stagiaire ou alternant pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette offre de stage ou de contrat de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la plateforme « mes démarches » selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

- Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.
- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.
- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.
- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.
- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.6 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, etc.) à des fins de communication. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80% du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Ce document est accompagné d'un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Le versement du solde est également subordonné à la production d'un justificatif de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.
- un justificatif de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de trois années indiqué au 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1^{er} février 2023 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 – CLAUSE SUR LA METHODOLOGIE DE L'INTERMEDIAIRE TRANSPARENT

La région informe le bénéficiaire que l'aide est octroyée conformément à la méthodologie de l'intermédiaire transparent. Dans ce cadre, le bénéficiaire est chargé de répercuter l'intégralité de l'aide prévue à l'article 1 de la présente convention sur les bénéficiaires finaux sous forme d'une prise en charge d'une partie des frais de participation au salon aéronautique de Dubai. Le montant d'aide par bénéficiaire final devra être calculé en fonction du coût de la prestation par entreprise, bénéficiaire finale.

Le bénéficiaire est chargé d'appliquer la réglementation des aides d'Etat notamment le règlement de minimis (règlement UE 1407/2013 du 18 décembre 2013 modifié concernant l'application des articles 107 et 108 du traité CE aux aides de minimis) auprès de chaque

bénéficiaire final. Ils devront ainsi vérifier l'éligibilité de l'entité à l'obtention d'une telle aide (via la déclaration sur l'honneur des aides reçues le cas échéant), lui notifier la nature et le montant de l'aide.

Le bénéficiaire s'engage ainsi à respecter l'ensemble des règles prévues par les régimes précités.

Afin de répondre aux obligations de rapport annuel mentionné dans la réglementation européenne relative aux aides d'Etat, le bénéficiaire transmet annuellement à la région la liste des bénéficiaires finaux ainsi que le montant d'aide octroyée, le régime d'aide et la sous-catégorie d'aide utilisés par bénéficiaire final. Ces éléments de reporting permettent de s'assurer de la répercussion intégrale de l'aide régionale sur les bénéficiaires finaux.

Ainsi, le bénéficiaire se soumet aux contrôles de la Région ou de tout autre contrôleur concernant la bonne mise en œuvre de la réglementation des aides d'Etat auprès des bénéficiaires finaux. Si l'intégralité de l'aide prévue à l'article 1 n'est pas répercutée sur les bénéficiaires finaux, la Région demande la récupération de la part de l'aide non répercutée.

Le bénéficiaire conserve l'ensemble des pièces justificatives démontrant la correcte application de la réglementation des aides d'Etat et les transmettra à la Région à sa demande.

Le bénéficiaire s'engage à tenir une comptabilité séparée permettant de justifier de la répercussion totale de l'aide aux bénéficiaires finaux.

ARTICLE 5 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 6 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 7 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action

subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 8 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 9 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CP 2023-046 du 25 janvier 2023.

Fait à Paris, en 2 exemplaires originaux,

Le _____

Pour ASTECH PARIS REGION
La Présidente

Le _____

Pour la Région Ile-de-France
La Présidente
du Conseil régional d'Ile-de-France

Marie-Christine OGHLY

Valérie PECRESSE

Annexe 6 : Fiche projet soutien au club ETI

DOSSIER N° 23001624 - Soutien au Club ETI 2023

Dispositif : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement) (n° 00001056)

Délibération Cadre : CR2017-141 du 06/07/2017

Imputation budgétaire : 936-632-65748-163001-400

Action : 16300105- Soutien à l'industrie, aux PME et aux ETI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)	270 000,00 € HT	37,04 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CLUB ETI ILE DE FRANCE

Adresse administrative : 18 RUE BOISSIERE
75116 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Pierre-Olivier Brial, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Subvention de fonctionnement nécessaire dès le 1er janvier 2023 afin de mener à bien le programme d'actions

Description :

Les actions menées en 2022

· Une communauté de 135 dirigeants engagés.

· Programmes accélérateurs Club ETI – HEC Paris : deux programmes de formation destinés aux dirigeants et comités de direction du Club, conçus sur-mesure au plus proche de leurs enjeux. 35 participants pour des formations certifiantes de 10 à 14 mois. La formation dirigeants est financée à 50% par la Région Ile-de-France.

· Quatre commissions thématiques (Achats, RH, Transformation Digitale, Transition Écologique) pour déployer concrètement l'ETI Act : 30 rendez-vous en 2022 pour 700 collaborateurs sensibilisés.

· Commission transition écologique : déploiement d'un diagnostic de maturité environnementale pour évaluer les ETI en profondeur, renseigné par environ 60 ETI et impliquant souvent le comité de direction.

· Commission RH : un cycle autour du handicap et de l'insertion, accompagné par le PRITH Ile-de-France et l'Agefiph Ile-de-France, ayant mobilisé environ 60 collaborateurs.

Les actions à mener en 2023...Poursuite de ETI Act signé avec la Région Ile-de-France le 7 avril 2021 : 80% des 15 actions ont été engagées en février 2022.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

 REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires	170 000,00	61,82%
Prestations/honoraires/étude s/projets structurels	81 000,00	29,45%
Fournitures matériels petit équipement	4 500,00	1,64%
Frais de téléphonie, internet, abonnements et logiciels	3 000,00	1,09%
Frais bancaires	1 500,00	0,55%
Frais évènementiel	15 000,00	5,45%
Total	275 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Cotisation membres 2023	175 000,00	63,64%
Subvention régionale 2023	100 000,00	36,36%
Total	275 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

Annexe 7 : Convention Club ETI

CONVENTION N°23001624

RELATIVE AU SOUTIEN DU CLUB ETI ILE-DE-FRANCE EN 2023

Entre

La Région Île-de-France

dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93 400 Saint-Ouen,
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
en vertu de la délibération N° CP 2023-046 du 25 janvier 2023,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

CLUB ETI ILE DE FRANCE

Association loi 1901

N° SIRET : 835 182 841 00014

dont le siège social est situé au 18 rue Boissière, 75016 Paris,
ayant pour représentant, Monsieur Pierre-Olivier BRIAL, Président, dûment habilité
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Après avoir rappelé :

- Que la stratégie Smart Industrie adoptée en juillet 2017 prévoit la création d'un Club des Entreprises de Taille Intermédiaire en Ile-de-France.
- le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013 et modifié par le règlement (UE) 2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020 publié au JOUE L 215 du 7 juillet 2020
- la délibération n° CR 2022- du 19 mai 2022 relative à mise en œuvre du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) en faveur de la croissance, l'emploi et l'innovation

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP 2023-046 du 25 janvier 2023, la Région Île-de-France a décidé de soutenir l'action du Club des Entreprises de Taille Intermédiaire (ETI) Ile-de-France dont le descriptif figure dans la fiche projet en annexe à la convention, par l'attribution au Club ETI Ile-de-France d'une subvention de fonctionnement 100 000€, soit 37,04% des dépenses éligibles, pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2023.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à assurer la coordination, le reporting et l'évaluation des actions subventionnées.

Le bénéficiaire participe aux réunions organisées par la Région en vue des bilans, de l'échange, du suivi général, de l'évaluation des actions subventionnées, informe la Région des autres subventions publiques demandées ou attribuées pour le même objet en cours d'exercice de la présente convention et des difficultés ou événements sérieux et imprévus, susceptibles de retarder voire d'interrompre l'exécution des programmes et met en œuvre les outils de suivi nécessaires au contrôle de l'utilisation de la subvention régionale.

Le bénéficiaire s'engage à ce que les subventions soient affectées, pour la durée de la présente convention, à la réalisation des actions subventionnées.

Le bénéficiaire s'engage à mettre à disposition de la Région les données collectées relatives aux ETI sur le territoire francilien.

Toutes modifications substantielles du programme doit faire l'objet d'une demande à la Région et doit être approuvée par celle-ci. La Région ne prendra en charge aucun surcoût lié à une modification des actions subventionnées sur l'année civile (du 1^{er} janvier au 31 décembre).

ARTICLE 2.2 : OBLIGATION RELATIVE A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

Le bénéficiaire s'engage recruter 1 stagiaire ou alternant pour une durée minimale de deux mois dans la période de validité de la subvention régionale. Le bénéficiaire saisira l'offre de stage ou de contrat de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la plateforme Mes démarches selon les modalités communiquées par la Région et relayées par le bénéficiaire.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme à la réglementation en vigueur.

Respecter les procédures de mise en concurrence pour la passation des marchés auxquelles le bénéficiaire peut être assujettis tant au regard du droit français que communautaire.

Informers la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informers la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informers la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Informers la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il (ou, le cas échéant, les établissements bénéficiaires d'allocations de recherche) pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement.

Produire un justificatif de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée ou contrat de travail signé), lors de la demande de versement du solde.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication. De même, les communications écrites ou orales (programme, affiche, documents remis aux participants, articles, interviews...) indiquent explicitement l'implication de la Région. Enfin, concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50% du budget total de l'opération, la taille du logo régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.

Le bénéficiaire prévient et associe la Région dans l'organisation de tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation (lancement, inauguration, conférence de Presse...) liés aux projets subventionnés et y invite un représentant de la Région. Ces événements font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 2.6 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire et, le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.2: VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80% du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3: VERSEMENT DU SOLDE

Le solde ne peut être versé qu'après justification de l'achèvement et du paiement complet des actions subventionnées, accompagné des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment, en fonction du type de dépense :
 - les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées ;
 - et/ou l'intégralité des salaires mensuels (bruts et nets) versés.

Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal de la structure et revêtu du nom et de la qualité du signataire et, le cas échéant, du cachet de l'organisme ;

- un compte-rendu financier (bilan équilibré des dépenses et recettes) des actions subventionnées au titre de ces coûts environnés, signés par le représentant légal de la structure et, selon le cas, par l'agent comptable, l'expert-comptable, ou le commissaire aux comptes de l'organisme, à défaut le trésorier de l'organisme subventionné.
- un compte rendu d'exécution qui rendra compte de la mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité
- un justificatif de recrutement conformément au nombre de stagiaire ou alternant mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2.3 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La convention prend effet à compter de sa signature et expire au versement du solde des flux financiers dûs au titre des présentes, ou par application des règles de caducité prévues à l'article 3.1.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées, en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier des actions subventionnées ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du programme subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification substantielle de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CP 2023-046 du 25 janvier 2023.

Fait à Saint-Ouen en 2 exemplaires originaux

Le

Le

CLUB ETI ILE DE FRANCE

**La Présidente du
Conseil régional d'Ile-de-France
ou son représentant**

M. Pierre-Olivier BRIAL

Mme Valérie PECRESSE

Annexe 8 : Statuts APCI - Promotion du design

A.P.C.I



Statuts (révisés par l'AG du 19 juin 1997)

Récépissés de déclaration en préfecture

Parutions au JO avec adresses successives

agence pour la promotion de la création industrielle

1

A.P.C.I.

STATUTS RÉVISÉS

approuvés par l'assemblée générale du 19 juin 1997

modifiant les statuts initiaux déposés le 14 octobre 1983

A. P. C. I.
AGENCE POUR LA PROMOTION
DE LA CREATION INDUSTRIELLE
24 rue du Charolais - 75012 PARIS
01 43 45 10 76

Compte rendu

AM

Présidente

agence pour la promotion de la création industrielle

AGENCE POUR LA PROMOTION
DE LA
CRÉATION INDUSTRIELLE

STATUTS DE L'ASSOCIATION

Article 1 : Dénomination

Il est fondé entre les adhérents aux présents statuts une association régie par la loi du 1er juillet 1901 ayant pour dénomination "l'Association pour la Promotion de la Création Industrielle".

Elle a son siège à Paris (Seine)

Depuis le 6 juillet 1994, l'association a désormais pour dénomination "Agence pour la Promotion de la Création Industrielle" (APCI).

Article 2 : Objet

Cette association a pour objet la promotion de la création industrielle.

Par la concertation entre partenaires privés et publics, elle étudie un dispositif d'ensemble de promotion de la création industrielle et engage des actions expérimentales.

Article 3 : Composition

L'association se compose de :

- membres fondateurs
- membres actifs

Article 4 : Admission

Les membres actifs sont les personnes physiques ou morales ayant manifesté leur désir d'adhérer à l'association et qui parrainées par deux membres de l'association et agréés par le Conseil d'Administration, sont à jour de leur cotisation.

.../...

Article 4 bis : Membres associés

Des membres associés peuvent être cooptés par l'Assemblée Générale qui fixe le montant de leurs cotisations.

Les membres associés à jour de leur cotisation peuvent assister aux Assemblées générales comme observateurs.

Article 5 : Démission - radiation

La qualité de membre de l'association se perd :

- 1°) - par la démission,
- 2°) - par la radiation, prononcée pour non paiement de la cotisation ou pour motifs graves appréciés par le conseil d'administration, le membre intéressé ayant été préalablement appelé à fournir des explications

Article 6 : Ressources de l'association

Les ressources de l'Association se composent :

- 1°) des cotisations de ses membres actifs,
- 2°) des subventions et concours de l'État, des collectivités locales, des établissements publics,
- 3°) du produit des prestations fournies par l'Association,
- 4°) des contributions des entreprises au titre de la formation professionnelle continue,
- 5°) des sommes provenant de l'exploitation ou de la cession de brevets d'invention, dessins et modèles, licences dont l'Association aurait la propriété,
- 6°) de ses biens et de ses placements
- 7°) de toutes autres ressources autorisées par les textes législatifs ou réglementaires.

ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT

Article 7 : Le Conseil d'Administration

L'Association est administrée par un conseil d'administration élu pour 2 ans par l'Assemblée Générale. Le Conseil d'Administration est composé d'une manière équilibrée de personnalités appartenant à l'administration, à la production, à la création industrielle, ainsi que de personnalités qualifiées.

Les membres sont rééligibles. En cas de vacance le conseil pourvoit provisoirement au remplacement de ses membres. Il est procédé à leur remplacement définitif par la plus proche Assemblée Générale.

Le Conseil se réunit au moins une fois tous les six mois et chaque fois qu'il est convoqué par son président ou sur la demande du quart de ses membres.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des voix des membres présents ou représentés. Les mandats des membres du conseil d'administration sont gratuits.

Article 8 : Les pouvoirs du Conseil

Le Conseil d'administration :

- détermine les orientations générales d'activité et le programme de l'Association,
- adopte le projet de budget,
- établit le règlement intérieur,
- arrête le statut du personnel et décide de la création des postes et du montant des rémunérations.

Article 9 : Le bureau

Le conseil choisit parmi ses membres un bureau composé d'un président, d'un trésorier, d'un secrétaire.

Article 10 :

Le président représente l'Association en justice ainsi que dans tous les actes de la vie civile. Il est investi de tous pouvoirs à cet effet.

Il veille à la stricte observation des statuts et du règlement intérieur.

.../...

Il ordonnance les dépenses.

Il recrute le personnel, salarié ou vacataire, qui sera affecté au fonctionnement de l'Association.

Il convoque les réunions du conseil et l'Assemblée Générale.

Il peut donner délégation de ses pouvoirs dans le cadre du règlement intérieur.

Article 11 : Assemblée Générale

L'Assemblée Générale de l'Association se compose de tous les membres de l'Association.

Elle se réunit au moins une fois par an et chaque fois qu'elle est convoquée par le conseil d'administration ou sur demande du quart au moins de ses membres.

Son ordre du jour est réglé par le conseil d'administration, et indiqué sur les convocations.

Elle entend les rapports sur la gestion du conseil d'administration, sur la situation financière et morale de l'Association.

Elle approuve les comptes de l'exercice clos, vote le budget de l'exercice suivant,, délibère sur les questions mises à l'ordre du jour.

Elle élit les membres du conseil d'administration et pourvoit si nécessaire à leur remplacement.

Les décisions de l'Assemblée Générale sont prises à la majorité absolue des voix des membres présents ou représentés. La majorité relative est admise à partir du troisième tour de scrutin.

Le rapport annuel et les comptes sont adressés chaque année à tous les membres de l'Association.

MODIFICATIONS DES STATUTS ET DISSOLUTION

Article 12 :

les statuts peuvent être modifiés par l'Assemblée Générale sur la proposition du Conseil d'administration.

Les propositions de modifications sont inscrites à l'ordre du jour de la prochaine Assemblée Générale, lequel doit être envoyé à tous les membres de l'Assemblée au moins 15 jours à l'avance.

.../...

L'Assemblée doit se composer du quart au moins des membres en exercice présents ou représentés. Si cette proportion n'est pas atteinte, l'Assemblée est convoquée de nouveau, mais à 15 jours au moins d'intervalle, et cette fois, elle peut valablement délibérer, quel que soit le nombre des membres présents. Dans tous les cas, les statuts ne peuvent être modifiés qu'à la majorité des 2/3 des membres présents ou représentés.

Article 13 :

L'Assemblée Générale appelée à se prononcer sur la dissolution de l'Association doit comprendre au moins la moitié plus un des membres en exercice, présents ou représentés.

Si cette proportion n'est pas atteinte, l'Assemblée est convoquée à nouveau mais quinze jours au moins d'intervalle, et cette fois, elle peut valablement délibérer, quel que soit le nombre des membres présents.

Dans tous les cas, la dissolution ne peut être votée qu'à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés.

La dissolution de l'Association entraînera automatiquement le transfert de son actif patrimonial et financier à un organisme de même nature ou à l'État.

Article 14 :

les signataires donnent tous pouvoirs au porteurs des présentes à l'effet d'effectuer les formalités de déclaration et de publication prescrites par la législation en vigueur.

Fait en autant d'originaux que de parties intéressées, plus un original pour l'Association et deux destinées au dépôt légal.

COPIE

A Paris

Le 20 Juin 1997

Statuts révisés pour
la l'Association
financé en 19 Juin 1997

des statuts initiaux émis
et déposés le 14-10-1988

PREFECTURE DE POLICE

Cabinet du Préfet

Sous-Direction Administrative

2^e BUREAU

N° d'ordre 83/2934

Ce numéro devra être rappelé dans toutes les communications adressées à la Préfecture de Police.

24 OCT. 1983

La déclaration doit, dans le délai d'un mois, être rendue publique par les soins de l'association, au moyen de l'insertion au *Journal Officiel* d'un extrait contenant la date de la déclaration, le titre et l'objet de l'association, ainsi que l'indication du siège social. (Décret du 16 août 1901, art. 1^{er}).

Les associations sont tenues de faire connaître dans les trois mois tous les changements survenus dans leur administration ou leur direction ainsi que toutes les modifications apportées à leurs statuts. (Loi du 1^{er} juillet 1901, art. 5).

Les modifications apportées aux statuts et les changements survenus dans l'administration ou la direction de l'association, sont transcrits sur un registre tenu au siège de toute association déclarée : les dates des récépissés relatifs aux modifications et changements sont mentionnées au registre.

Ce registre doit être coté par première et par dernière page et paraphé sur chaque feuille par le Préfet de Police ou son délégué. (Décret du 16 août 1901, art. 6 et 31).

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Récépissé de Déclaration d'Association

(Loi du 1^{er} Juillet 1901. — Art. 5)

A la date du 24 OCTOBRE

19 83

Madame ANNE MARIE BOUTIN

demeurant à PARIS 75004

rue DES TOURNELLES N° 18

a effectué la déclaration d'une association portant la dénomination de ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DE LA CREATION INDUSTRIELLE

et dont le siège social est fixé à PARIS 75001

XXX AVENUE DE L'OPERA N° 27

Il a déposé à l'appui de cette déclaration :

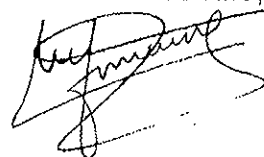
- 1^{re} Deux exemplaires des statuts de l'association ;
- 2^{re} La liste des personnes chargées de l'administration ou de la direction de l'association ;

~~XXXXXXXXXX~~

Le présent récépissé a pour unique objet de constater le dépôt de la déclaration et des pièces annexées, sans préjuger en quoi que ce soit la légalité de l'association.

Pour le Préfet de Police :

/LE CHEF DE BUREAU,



18 octobre 1983. Déclaration à la préfecture de police. Association des locataires de l'immeuble sis à Paris (14^e), 132, avenue du Maine. Objet : assistance et défense des locataires de l'immeuble sis à Paris (14^e), 132, avenue du Maine : passation d'accords collectifs de location ; interventions devant la commission départementale des accords locatifs. Siège social : 132, avenue du Maine, 75014 Paris.

19 octobre 1983. Déclaration à la préfecture de police. Cercle généalogique et héraldique de l'éducation nationale (C.G.H.E.N.). Objet : favoriser les contacts et les échanges d'informations d'ordre généalogique et héraldique entre généalogistes amateurs. Siège social : 19, rue Chailou, 75013 Paris.

19 octobre 1983. Déclaration à la préfecture de police. Culture et arts du livre. Objet : rassembler ceux et celles qui souhaitent pratiquer, dans un esprit désintéressé et d'amitié, principalement les arts du livre et toutes autres activités culturelles. Siège social : 25, rue Choiseul-Dura, 75017 Paris.

19 octobre 1983. Déclaration à la préfecture de police. La Compagnie du Préau. Objet : permettre et favoriser la pratique du théâtre et susciter les rencontres entre ses membres. Siège social : 71, rue Saint-Antoine, 75004 Paris.

19 octobre 1983. Déclaration à la préfecture de police. Mafalda. Objet : encourager, promouvoir, faire connaître et réaliser des manifestations culturelles et éducatives et, en particulier, toutes activités se rapportant à la danse et au corps en mouvement. Siège social : c/o Mme Fossen - Marie-Thérèse, dite Mader, 129, rue de Clémenceau, 75018 Paris.

19 octobre 1983. Déclaration à la préfecture de police. Préméditation. Objet : pratique et développement du jeu ou des jeux, à l'exclusion des jeux d'argent. Siège social : 16, passage Cardinal, 75017 Paris.

19 octobre 1983. Déclaration à la préfecture de police. Rallye Paris-Dakar. Objet : participation d'un véhicule au rallye Paris-Dakar 1984. Siège social : 22, boulevard du Parc de Vaux, 75017 Paris.

19 octobre 1983. Déclaration à la préfecture de police. L'Association des directeurs de sociétés anonymes d'H. L. M. de la région d'Ile-de-France transfère son siège social du 134, boulevard Haussmann, 75008 Paris, au 44, rue Saint-Jacques, 75015 Paris.

19 octobre 1983. Déclaration à la préfecture de police. L'Association française de shaolin chuan fa transfère son siège social du chemin de ronde Sud, 89450 Vézelay, au 19, rue de l'Atlas, 75019 Paris.

20 octobre 1983. Déclaration à la préfecture de police. Association Gala de l'Ecole des mines de Paris. Objet : organiser le gala annuel de l'Ecole des mines de Paris. Siège social : 60, boulevard Saint-Michel, 75003 Paris.

20 octobre 1983. Déclaration à la préfecture de police. Association pour la promotion de la danse jazz. Objet : développer la danse jazz en France et en tous pays par l'organisation de cours, stages, animations, expositions et festivals. Siège social : 24, rue Verchèreau, 75019 Paris.

20 octobre 1983. Déclaration à la préfecture de police. Association pour le soutien et la promotion du théâtre (Prothel). Objet : soutien, promotion et diffusion par tout moyen du spectacle théâtral ainsi que l'entraînement, le perfectionnement et l'emploi des jeunes comédiens, artistes et techniciens professionnels du spectacle. Siège social : 129, rue de Vauguard, 75015 Paris.

20 octobre 1983. Déclaration à la préfecture de police. Gigahertz. Objet : resorption par tous moyens des stocks excédentaires de ses membres. Siège social : 19, avenue du Président-Wilson, 75116 Paris.

20 octobre 1983. Déclaration à la préfecture de police. Groupement européen des loisirs (G. E. L.). Objet : permettre à ses adhérents de participer à des stages ou à des séjours de loisirs, éducatifs, culturels et pédagogiques en France ou à l'étranger, organiser pour des enfants et des adolescents des séjours de vacances, de loisirs, de classes vertes, en France ou à l'étranger, à caractère social et public. Siège social : 2, avenue d'Iéna, 75016 Paris.

20 octobre 1983. Déclaration à la préfecture de police. La Poursuite. Objet : recherche et pratique de toutes formes d'expression passant par la voix et le corps. Siège social : 15, passage Alexandrine, 75011 Paris.

20 octobre 1983. Déclaration à la préfecture de police. Organismes français de radiodiffusion et de télévision. Objet : assurer la concertation et le groupement à des fins de représentation internationale des établissements et des sociétés du service public de la radiodiffusion et de la télévision, notamment auprès des organismes internationaux non gouvernementaux compétents dans le domaine de l'audiovisuel et veiller à la défense de leurs intérêts. Siège social : 100, avenue Raymond-Poincaré, 75016 Paris.

20 octobre 1983. Déclaration à la préfecture de police. Oxide Graphic. Objet : promouvoir, développer et réaliser toutes recherches graphiques à travers, d'une part, la bande dessinée, d'autre part, la création d'ouvrages plastiques. Siège social : 116, rue des Pyrénées, 75020 Paris.

20 octobre 1983. Déclaration à la préfecture de police. Science sociales vidéo et société (S.V.S.). Objet : promouvoir la connaissance des faits de société et des sciences sociales par le développement des nouvelles formes de communication audiovisuelle en France et à l'étranger et la diffusion des productions relatives aux sciences sociales. Siège social : 3, rue Récamier, 75007 Paris.

20 octobre 1983. Déclaration à la préfecture de police. L'association. Carib tropical ballet des Antilles change son titre, qui devient : Carib tropical international show, et transfère son siège social du 131, boulevard Magenta, 75019 Paris, au 8, rue de Florence, 75008 Paris.

21 octobre 1983. Déclaration à la préfecture de police. Association des locataires du 18 bis rue du Ranelagh. Objet : défense des locataires et de leur environnement. Siège social : 18 bis, rue du Ranelagh, 75016 Paris.

21 octobre 1983. Déclaration à la préfecture de police. Association pour l'étude du métabolisme des xenobiotiques. Objet : favoriser l'étude in vitro du métabolisme des xenobiotiques en particulier chez l'homme. Siège social : 156, rue de Vauguard, 75019 PARIS CEDEX.

21 octobre 1983. Déclaration à la préfecture de police. Wetbike-Club de France (W.C.F.). Objet : pratique des sports nautiques ; recensement des écoles permettant la vulgarisation et le développement des sports nautiques ; organisation de réunions sportives et entretien chez ses membres des relations d'amitié et de camaraderie. Siège social : 19, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75019 Paris.

21 octobre 1983. Déclaration à la préfecture de police. L'association Fan-Club Odeurs transfère son siège social du 14, rue Dant, 94100 Saint-Maur-des-Fossés, au 12, rue Pécquay, 75004 Paris.

24 octobre 1983. Déclaration à la préfecture de police. Association pour la promotion de la création industrielle. Objet : promouvoir la création industrielle. Siège social : 27, avenue de l'Opéra, 75001 Paris.

24 octobre 1983. Déclaration à la préfecture de police. Club français du pékinois et du japonais. Objet : aider à l'amélioration, à la conservation et à l'utilisation en France du pékinois et du japonais. Siège social : 16, rue Montmartre, passage de la Reine-de-Hon, 75001 Paris.

24 octobre 1983. Déclaration à la préfecture de police. L'Association pour un théâtre arménien transfère son siège social du 282, rue Vauguard, 75015 Paris, au 8, rue Laplace, 75005 Paris.

25 octobre 1983. Déclaration à la préfecture de police. L'association Conseil de parents d'élèves du collège Marx-Dormoy transfère son siège social du 7, rue Saint-Lue, 75012 Paris, au 12, rue Riquet, 75019 Paris.

25 octobre 1983. Déclaration à la préfecture de police. L'association fonds d'assurance formation des personnels des fédérations départementales des chasseurs, décide sa dissolution. Siège social : 85 bis, avenue Wagram, 75017 Paris.

26 octobre 1983. Déclaration à la préfecture de police. Association France-Danemark. Objet : promouvoir en France toutes informations sur la vie culturelle, sociale, économique, commerciale et industrielle du Danemark et servir de lien de rencontre aux Français souhaitant les obtenir par tous les moyens appropriés : conférences, débats, concerts, expositions, cercles d'études. Siège social : 142, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris.

16 - SEINE-MARTIME

18 octobre 1983. Déclaration à la sous-préfecture de Dieppe du 3^e âge Thil-Manneville. Objet : réunir les personnes de 3^e âge du commune de Thil-Manneville et leur apporter distractions et assistance. Siège social : mairie, Thil-Manneville, 76110 ville-en-Caux.

19 octobre 1983. Déclaration à la sous-préfecture de Dieppe. Association des activités pour les jeunes. Objet : occuper le temps des enfants de la commune, sous forme d'activités culturelles, manuelles et sportives. Siège social : mairie, Saint-Martin-d'Épône, 76370 Neuf-Mesles-Dieppe.

19 octobre 1983. Déclaration à la sous-préfecture de Dieppe. Association des anciens stagiaires. Objet : aider les anciens stagiaires. Siège social : école d'adultes, 1, rue du Maréchal Tasso, Le Havre.

20 octobre 1983. Déclaration à la sous-préfecture de Dieppe. Aubin. Tennis de table. Objet : développer la pratique du tennis de table. Siège social : salle polyvalente, Saint-Vincent, 76110 Saint-Nicolas-d'Almermont.

21 octobre 1983. Déclaration à la sous-préfecture de Dieppe. Association normande de bandes dessinées. Objet : promouvoir les auteurs du livre en général, en particulier de la bande dessinée de l'illustration. Siège social : 2, rue Joseph-Panier, 76110.

21 octobre 1983. Déclaration à la sous-préfecture de Dieppe. Tennis-Club. Objet : pratique du tennis ; formation d'une école aux membres de l'association ; organisation de toutes les compétitions ou manifestations sportives entrant dans le club son activité. Siège social : mairie, 76110 Saint-Nicolas.

Modifications

1624 - Déclaration à la préfecture de police. *Ancien titre*: F.C. PORTUGAIS PORTE DE VINCENNES. *Nouveau titre*: FOOTBALL-CLUB ATLANTICO PORTUGAIS DE VINCENNES. *Siège social*: 21, rue Fécamp, 75012 Paris. *Transféré*; *nouvelle adresse*: 313, rue de Charenton, 75012 Paris. *Date de la déclaration*: 2 juin 1994.

1625 - Déclaration à la préfecture de police. *Ancien titre*: LA COURTOISIE FRANÇAISE. *Nouveau titre*: ASSOCIATION INTERNATIONALE DE LA COURTOISIE FRANÇAISE. *Siège social*: 12, rue Blanche, 75009 Paris. *Date de la déclaration*: 9 juin 1994.

1626 - Déclaration à la préfecture de police. *AVANTAGE CONCURRENTIEL EN NEGOCIATION (A.C.N.)*. *Nouvel objet*: dans une optique d'établissement de relations à long terme entre les parties. Au moyen de six politiques: recherche et développement, enseignement, formations professionnelles, conférences, conseil, échange et réseaux. *Siège social*: 5, square du Trocadéro, 75116 Paris. *Date de la déclaration*: 9 juin 1994.

1627 - Déclaration à la préfecture de police. *EUROPÉENNE DE CONSEILS ET DE SERVICES (E.C.S.)*. *Siège social*: 11, avenue de Contadès, 49000 Angers. *Transféré*; *nouvelle adresse*: 46, boulevard Saint-Michel, 75006 Paris. *Date de la déclaration*: 9 juin 1994.

1628 - Déclaration à la préfecture de police. *Ancien titre*: INDEPENDANT DISTRIBUTORS EUROPEAN, ASSOCIATION IDEA PARIS 1 ASSOCIATION EUROPEENNE DES DISTRIBUTEURS INDEPENDANTS. *Nouveau titre*: ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'INDIVIDUALITE (INDIVIDUALITY DEVELOPEMENT EUROPEAN ASSOCIATION). *Siège social*: 19, rue du Colisée, 75008 Paris. *Date de la déclaration*: 9 juin 1994.

1629 - Déclaration à la préfecture de police. *FENETRE SUR COURTS*. *Siège social*: 16, rue Chappe, 75018 Paris. *Transféré*; *nouvelle adresse*: 22, rue de la Chapelle, 75018 Paris. *Date de la déclaration*: 9 juin 1994.

1630 - Déclaration à la préfecture de police. *Ancien titre*: SYNDICAT NATIONAL DES PUBLICITAIRES EN ANNONCES CLASSEES (S.N.P.A.C.). *Nouveau titre*: ASSOCIATION DES CONSEILS EN COMMUNICATION POUR L'EMPLOI (A.C.C.E.). *Siège social*: 163, rue Saint-Honoré, 75001 Paris. *Date de la déclaration*: 9 juin 1994.

1631 - Déclaration à la préfecture de police. *INSTITUT DE RECHERCHES APPLIQUEES AU BOIS*. *Siège social*: 3, rue de Lutèce, 75004 Paris. *Transféré*; *nouvelle adresse*: 10, rue du Débarcadère, 75852 Paris Cedex 17. *Date de la déclaration*: 10 juin 1994.

1632 - Déclaration à la préfecture de police. *ART OMEGA*. *Siège social*: 37, rue de la Chaussée-d'Antin, 75009 Paris. *Transféré*; *nouvelle adresse*: 38, avenue Niel, 75017 Paris. *Date de la déclaration*: 10 juin 1994.

1633 - Déclaration à la préfecture de police. *ASSOCIATION STYLE CHEN DU TAIJI QUAN*. *Additif à l'objet*: effectuer toutes recherches en vue d'acquies et approfondir les connaissances dans le domaine des arts martiaux en général et du taiji quan en particulier. *Siège social*: chez M. Dufresne (Thomas), 83, rue de La Tombe-Isoire, 75014 Paris. *Date de la déclaration*: 10 juin 1994.

1634 - Déclaration à la préfecture de police. *Ancien titre*: ASSOCIATION DES COMMERÇANTS CONTRE LES IMPAYES ET LES DIFFICULTES DE L'ENTREPRISE ET POUR CONCOURIR AUX BESOINS FINANCIERS DE CELLE-CI. *Nouveau titre*: ASSOCIATION DES COMMERÇANTS CONTRE LES IMPAYES ET LES DIFFICULTES DE L'ENTREPRISE, POUR CONCOURIR AUX BESOINS FINANCIERS DE CELLE-CI ET

ASSISTANCE (ACCIA PARTNERS). *Siège social*: 225, rue de la Croix-Nivert, 75015 Paris. *Date de la déclaration*: 10 juin 1994.

1635 - Déclaration à la préfecture de police. *ASSOCIATION EUROPEENNE DES CHEFS D'ETABLISSEMENTS DU SECONDAIRE ESHA-FRANCE*. *Siège social*: 22, rue Maryse-Hilsz, 75020 Paris. *Transféré*; *nouvelle adresse*: lycée Louis-le-Grand, 123, rue Saint-Jacques, 75005 Paris. *Date de la déclaration*: 10 juin 1994.

1636 - Déclaration à la préfecture de police. *Ancien titre*: ASSOCIATION DE PREVENTION INTERNATIONALE D'ETUDES ET DE RECHERCHES (P.I.E.R.E.). *Nouveau titre*: PREVENTION INTERNATIONALE D'ETUDES RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT (P.I.E.R.E.). *Siège social*: 10, rue Henner, 75009 Paris. *Date de la déclaration*: 10 juin 1994.

1637 - Déclaration à la préfecture de police. *UNITE DE COORDINATION DES ACTIONS DE COOPERATION EN RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT CAPRINS (U.C.A.R.D.E.C.)*. *Siège social*: 16, rue Claude-Bernard, 75231 Paris Cedex 5. *Transféré*; *nouvelle adresse*: 149, rue de Bercy, 75595 Paris Cedex 12. *Date de la déclaration*: 10 juin 1994.

1638 - Déclaration à la préfecture de police. *ASSOCIATION POUR L'ENSEIGNEMENT DES TELECOMMUNICATIONS*. *Additif à l'objet*: ... et plus généralement d'effectuer toutes opérations financières, commerciales, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet social et pouvant présenter un intérêt général pour l'association. *Siège social*: 75, rue de Lourmel, 75015 Paris. *Date de la déclaration*: 10 juin 1994.

1639 - Déclaration à la préfecture de police. *Ancien titre*: AGENCE CINEMA VIDEO SPECTACLE. *Nouveau titre*: ASSOCIATION CINEMA VIDEO SPECTACLE (A.C.V.S.). *Siège social*: 33, rue Jean-Bart, 78800 Houilles. *Transféré*; *nouvelle adresse*: 27-29, rue Pétion, 75011 Paris. *Date de la déclaration*: 10 juin 1994.

1640 - Déclaration à la préfecture de police. *Ancien titre*: ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DE LA CREATION INDUSTRIELLE. *Nouveau titre*: AGENCE POUR LA PROMOTION DE LA CREATION INDUSTRIELLE (APCI). *Siège social*: 48, rue Saint-Sabin, 75011 Paris. *Transféré*; *nouvelle adresse*: 14, rue Sobeillet, 75020 Paris. *Date de la déclaration*: 10 juin 1994.

1641 - Déclaration à la préfecture de police. *ASSOCIATION DES PETITS PIERROTS*. *Siège social*: 86, rue de Bagnolet, 75020 Paris. *Transféré*; *nouvelle adresse*: 67, rue des Vignoles, 75020 Paris. *Date de la déclaration*: 10 juin 1994.

1642 - Déclaration à la préfecture de police. *INDECOSA C.G.T. PARIS, ASSOCIATION POUR L'INFORMATION ET LA DEFENSE DES CONSOMMATEURS SALAIRES*. *Siège social*: 1, rue de Nantes, 75019 Paris. *Transféré*; *nouvelle adresse*: 11, rue des Prairies, 75020 Paris. *Date de la déclaration*: 10 juin 1994.

1643 - Déclaration à la préfecture de police. *LIONS CLUB DE PARIS-AUTEUIL*. *Siège social*: chez M. Delamare (Jean-Pierre), 10, rue Georges-Ville, 75016 Paris. *Transféré*; *nouvelle adresse*: chez M. Lunel (Paul), 12, rue Jean-Bologne, 75016 Paris. *Date de la déclaration*: 10 juin 1994.

1644 - Déclaration à la préfecture de police. *COCITRA*. *Siège social*: 16, rue Broca, 75005 Paris. *Transféré*; *nouvelle adresse*: 73-77, rue Pascal, 75013 Paris. *Date de la déclaration*: 10 juin 1994.

1645 - Déclaration à la préfecture de police. *LA COMPAGNIE DE DANSE DU HERON, POUPRE*. *Siège social*: 10, impasse Briare, 75009 Paris. *Transféré*; *nouvelle adresse*: chez Mlle Graf-fin (Claire), 7, rue du Docteur-Charles-Richet, 75013 Paris. *Date de la déclaration*: 11 juin 1994.

2204 - Déclaration à la préfecture de police. *Ancien titre*: ASSOCIATION DE PARENTS D'ENFANTS DÉFICIENTS MENTAUX DU 12^e ARRONDISSEMENT DE PARIS (A.P.E.D.M.). *Nouveau titre*: ASSOCIATION DE PARENTS DE PERSONNES HANDICAPÉES MENTALES (APEDM). *Siège social*: 11, rue Montgallet, 75012 Paris. *Date de la déclaration*: 31 janvier 1996.

2205 - Déclaration à la préfecture de police. *AMICALE DES RETRAITÉS DE LA SOCIÉTÉ MARSEILLAISE DE CRÉDIT - PARIS*. *Siège social*: 8, rue Auber, 75009 Paris. *Transféré*; nouvelle adresse: 4 bis, boulevard Diderot, 75012 Paris. *Date de la déclaration*: 31 janvier 1996.

2206 - Déclaration à la préfecture de police. *Ancien titre*: BIBLIOTHEQUE GROUPE KELLER. *Nouveau titre*: ASSOCIATION CULTURELLE ET SPORTIVE KELLER BULLOUREDE. *Additif à l'objet*: organisation d'activités culturelles et sportives. *Siège social*: chez Mme Herick (Christiane), 12, rue Bastroi, 75011 Paris. *Transféré*; nouvelle adresse: chez M. Pistiaux (Michel), 121, avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris. *Date de la déclaration*: 31 janvier 1996.

2207 - Déclaration à la préfecture de police. *POLYMORPHE RECORDS*. *Nouvel objet*: promotion, distribution, production de toute œuvre musicale et toutes activités para-commerciales répondant à ces buts. *Siège social*: SOFRADOM, 155, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris. *Date de la déclaration*: 31 janvier 1996.

2208 - Déclaration à la préfecture de police. *FIACER CANTO*. *Siège social*: 4, rue Siel, 75014 Paris. *Transféré*; nouvelle adresse: 46, rue de Babylone, 75007 Paris. *Date de la déclaration*: 31 janvier 1996.

2209 - Déclaration à la préfecture de police. *CONCOURS*. *Additif à l'objet*: information des devoirs des étrangers africains et autres; insertion, défense de leurs droits physiques et moraux, conformément aux lois internes et conventions internationales en vigueur en France et dans l'Union européenne. *Siège social*: chez M. Kolo, 75, avenue Aristide-Briand, 94240 L'Hay-les-Roses. *Transféré*; nouvelle adresse: 17, rue d'Alésia, 75014 Paris. *Date de la déclaration*: 1^{er} février 1996.

2210 - Déclaration à la préfecture de police. *ASTRO'ADR*. *Siège social*: 3, rue du Dobropol, 75017 Paris. *Transféré*; nouvelle adresse: chez Mme Leibovici, 16-18, rue de la Glacière, 75013 Paris. *Date de la déclaration*: 1^{er} février 1996.

2211 - Déclaration à la préfecture de police. *Ancien titre*: ASSOCIATION INTERMEDIAIRE DE L'ANIMATION (A.I.D.A.). *Nouveau titre*: ASSOCIATION INTERMEDIAIRE DE L'ANIMATION (ANIMINTER). *Siège social*: Les Petits Débrouillards, 2, rue de la Clôture, 75019 Paris. *Date de la déclaration*: 1^{er} février 1996.

2212 - Déclaration à la préfecture de police. *PAROLE ET VIE*. *Siège social*: 26, rue Bezout, 75014 Paris. *Transféré*; nouvelle adresse: 13, rue Fauvet, 75018 Paris. *Date de la déclaration*: 1^{er} février 1996.

2213 - Déclaration à la préfecture de police. *AGENCE POUR LA PROMOTION DE LA CREATION INDUSTRIELLE (A.P.C.I.)*. *Siège social*: 14, rue Soleillet, 75020 Paris. *Transféré*; nouvelle adresse: 3, rue de Brissac, 75004 Paris. *Date de la déclaration*: 1^{er} février 1996.

2214 - Déclaration à la préfecture de police. *CONFERENCE DES A.R.A.P.L.* *Siège social*: 38, rue Boissière, 75116 Paris. *Transféré*; nouvelle adresse: 46, boulevard Latour-Maubourg, 75007 Paris. *Date de la déclaration*: 1^{er} février 1996.

2215 - Déclaration à la préfecture de police. *COMPAGNIE LES COUSINS D'ARNOLPHE*. *Nouvel objet*: organisation de manifestations culturelles (festivals, expos, stages, cours, etc.) et

autres manifestations (soirées, rencontres à thème, soirées jeux, etc.); promotion de spectacles vivants, en particulier dans le domaine de l'humour, du café-théâtre et du divertissement pour enfants. *Siège social*: 49, rue des Martyrs, 75009 Paris. *Date de la déclaration*: 2 février 1996.

2216 - Déclaration à la préfecture de police. *Ancien titre*: ASSOCIATION FAMILIALE DES USAGERS DES MAISONS D'ACCUEIL DE PARIS (A.F.U.M.A. 75). *Nouveau titre*: ASSOCIATION FAMILIALE DES USAGERS DES MAISONS D'ACCUEIL DU 75 (A.F.U.M.A. 75). *Siège social*: 58, passage du Bureau, 75011 Paris. *Date de la déclaration*: 2 février 1996.

2217 - Déclaration à la préfecture de police. *S.O.S. PRIERE*. *Siège social*: 3, avenue Théophile-Gautier, 75016 Paris. *Transféré*; nouvelle adresse: 6, rue Saint-Séverin, 75005 Paris. *Date de la déclaration*: 2 février 1996.

2218 - Déclaration à la préfecture de police. *AMADIS*. *Siège social*: 11, rue Jules-Guesde, 11000 Carcassonne. *Transféré*; nouvelle adresse: chez Mme Jousselein (Catherine), 42, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris. *Date de la déclaration*: 2 février 1996.

2219 - Déclaration à la préfecture de police. *ENVERGURE ASSOCIATION*. *Nouvel objet*: regrouper des épargnants dans un esprit de solidarité et de prévoyance; à cette fin, elle bénéficiera de toutes prérogatives et de toute latitude à l'effet d'optimiser le rendement des engagements pris par ses adhérents en matière financière, notamment d'ACAVI (contrats d'assurances à capital variable immobilier) et d'assurance. *Siège social*: 37, rue Godot-de-Mauroy, 75009 Paris. *Transféré*; nouvelle adresse: 85, boulevard Haussmann, 75008 Paris. *Date de la déclaration*: 2 février 1996.

2220 - Déclaration à la préfecture de police. *L'AZALAI*. *Siège social*: 5, rue Nicolet, 75018 Paris. *Transféré*; nouvelle adresse: 102 ter, rue Lepic, 75018 Paris. *Date de la déclaration*: 2 février 1996.

2221 - Déclaration à la préfecture de police. *L'ENFANT ET SON PÈRE, NOUVEAU MOUVEMENT DE LA CONDITION PATERNELLE POUR UNE RESPONSABILITÉ PARENTALE ÉGALE EN CAS DE DIVORCE ET DE SÉPARATION*. *Siège social*: 144, avenue Daumesnil, 75012 Paris. *Transféré*; nouvelle adresse: chez M. Raquin (Bernard), 6, rue Larneau, 75005 Paris. *Date de la déclaration*: 2 février 1996.

2222 - Déclaration à la préfecture de police. *ASSOCIATION CULTURELLE OUVRIÈRE RÉGION ÎLE-DE-FRANCE*. *Siège social*: 4, rue de la Durance, 75012 Paris. *Transféré*; nouvelle adresse: 174, rue Championnet, 75018 Paris. *Date de la déclaration*: 2 février 1996.

2223 - Déclaration à la préfecture de police. *ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DE LA PRESSE MAGAZINE (A.P.P.M.)*. *Siège social*: 9, rue Jean-Mermoz, 75008 Paris. *Transféré*; nouvelle adresse: 71, avenue Franklin-Roosevelt, 75008 Paris. *Date de la déclaration*: 2 février 1996.

2224 - Déclaration à la préfecture de police. *C2F ACTION*. *Siège social*: 15, rue Rieux, 92100 Boulogne-Billancourt. *Transféré*; nouvelle adresse: 31, rue du 4-Septembre, 75002 Paris. *Date de la déclaration*: 2 février 1996.

2225 - Déclaration à la préfecture de police. *Ancien titre*: ASSISTANCE AU DÉVELOPPEMENT DE L'HOMME DANS SON ENVIRONNEMENT PAR LA FORMATION ET L'INGÉNIERIE (A.D.H.E.F.I.). *Nouveau titre*: ASSISTANCE AU DÉVELOPPEMENT PAR LA FORMATION, L'INGÉNIERIE DU CONSEIL ET PAR L'INTERNATIONAL (A.D.F.I.). *Siège social*: chez Mme Parzybut (Françoise), 11, rue Aux Chiens, 60310 Avricourt. *Transféré*; nouvelle adresse: 41-43, rue de Cronstadt, 75015 Paris. *Date de la déclaration*: 2 février 1996.

2226 - Déclaration à la préfecture de police. *FURIOUS FEET (LES PIEDS FURIEUX)*. *Siège social*: chez M. Cotten (Didier), 30, avenue de la République, 94500 Champigny-sur-Marne. *Transféré*; nouvelle adresse: chez M. Keduitz (Martin), 57, rue Letellier, 75015 Paris. *Date de la déclaration*: 2 février 1996.

ASSOCIATION CULTURELLE GREGOIRE FERRANDI. *Siège social:* 11, rue Jean-Ferrandi, 75006 Paris. *Transféré; nouvelle adresse:* 28, rue de l'Abbé-Grégoire, 75006 Paris. *Date de la déclaration:* 3 juillet 1998.

1369 - Déclaration à la préfecture de police. **ASSOCIATION FRANÇAISE DES DETENTEURS DE DOCUMENTS AUDIO-VISUELS ET SONORES - AFAS.** *Siège social:* 2, rue Louvois, 75002 Paris. *Transféré; nouvelle adresse:* Bibliothèque nationale de France, département de l'audiovisuel, quai François-Mauriac, 75706 Paris Cedex 13. *Date de la déclaration:* 3 juillet 1998.

1370 - Déclaration à la préfecture de police. **AGENCE POUR LA PROMOTION DE LA CREATION INDUSTRIELLE - A.P.C.I.** *Siège social:* 3, rue de Brissac, 75004 Paris. *Transféré; nouvelle adresse:* 7, rue Crillon, 75004 Paris. *Date de la déclaration:* 3 juillet 1998.

1371 - Déclaration à la préfecture de police. *Ancien titre:* ASSOCIATION FRANÇAISE DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT - A.F.E.C. *Nouveau titre:* ASSOCIATION FRANÇAISE DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET DES ENTREPRISES D'INVESTISSEMENT - A.F.E.C.E.I. *Additif à l'objet:* représentation des intérêts collectifs des établissements de crédit, celle des entreprises d'investissement, des entreprises de marché et des chambres de compensation. *Siège social:* 36, rue Taitbout, 75009 Paris. *Date de la déclaration:* 3 juillet 1998.

1372 - Déclaration à la préfecture de police. *Ancien titre:* ARTS ET METIERS DU SPECTACLE, INSTITUT LAURENT AZIMIOARA. *Nouveau titre:* LES ARTS ET METIERS DU SPECTACLE. *Siège social:* 12, allée des Mauves, 75020 Paris. *Transféré; nouvelle adresse:* 79, boulevard Sérurier, 75019 Paris. *Date de la déclaration:* 3 juillet 1998.

1373 - Déclaration à la préfecture de police. **LES MUSICIENS ASSOCIES.** *Nouvel objet:* développement et promotion de la musique et de la danse en général, et plus particulièrement du jazz et du rock'n'roll; à ce titre, elle entend développer et fidéliser un public, et remplir une mission « d'utilité sociale et culturelle » pour ces musiques et ces danses; l'association diffusera les informations sur les concerts, festivals, soirées, radio, T.V., revues, manifestations de toutes sortes liées à ces musiques; elle publiera des articles sur les orchestres, les artistes qui ont contribué ou contribuent au développement de ces musiques; l'association pourra donc éditer revues, journaux, ouvrages et toute publication ayant un rapport avec la musique et la danse; elle négociera auprès des professionnels (organisateurs, magasins, écoles, etc.) ou autres associations des réductions pour ses membres; elle pourra organiser des concerts publics, festivals, soirées dansantes et spectacles de danse, et, plus généralement, organiser toute manifestation publique et spectacle de danse, et, plus généralement, organiser toute manifestation publique et spectacle en relation avec son objet; de façon générale, elle pourra réaliser toutes opérations liées à son développement ainsi qu'à celui de son objet. *Siège social:* 40, rue Stephenson, 75018 Paris. *Date de la déclaration:* 3 juillet 1998.

1374 - Déclaration à la préfecture de police. *Ancien titre:* LES AMIS DU 30, RUE LAS-CASES. *Nouveau titre:* AMICALE DU CONSEIL GENERAL DU GENIE RURAL, DES EAUX ET DES FORETS. *Siège social:* conseil général du G.R.E.F. 30, rue Las-Cases, 75007 Paris. *Transféré; nouvelle adresse:* conseil général du G.R.E.F., ministère de l'Agriculture et de la pêche, 251, rue de Vaugirard, 75015 Paris. *Date de la déclaration:* 3 juillet 1998.

1375 - Déclaration à la préfecture de police. **ATELIERS D'ARTISTES DE BELLEVILLE.** *Siège social:* 48, rue Ramponeau, 75020 Paris. *Transféré; nouvelle adresse:* 32, rue de la Mare, 75020 Paris. *Date de la déclaration:* 3 juillet 1998.

1376 - Déclaration à la préfecture de police. *Ancien titre:* GROUPE DE RECHERCHE ET D'ETUDES ACTION LANGAGE (G.R.E.A.L.). *Nouveau titre:* DISCOURS INSTITUTIONNELS POUR L'ANALYSE DES DISCOURS INSTITUTIONNELS ET POLITIQUES. *Additif à l'objet:* promotion des activités de recherche en matière d'ana-

lyse du discours. *Siège social:* 36, boulevard Poniatowski, 75012 Paris. *Transféré; nouvelle adresse:* 57, boulevard de la Villette, 75010 Paris. *Date de la déclaration:* 3 juillet 1998.

1377 - Déclaration à la préfecture de police. **L'ECOLE LAIQUE DES RELIGIONS.** *Siège social:* 245, rue de Bercy, 75012 Paris. *Transféré; nouvelle adresse:* 30, place Saint-Georges, 75009 Paris. *Date de la déclaration:* 3 juillet 1998.

1378 - Déclaration à la préfecture de police. **COMPAGNIE POST-SCRIPTUM.** *Siège social:* 103, rue Saint-Maur, 75011 Paris. *Transféré; nouvelle adresse:* 29, rue Merlin, 75011 Paris. *Date de la déclaration:* 3 juillet 1998.

1379 - Déclaration à la préfecture de police. **COMPAGNIE ATELIER II.** *Siège social:* 13, rue Jean-Beausire, 75004 Paris. *Transféré; nouvelle adresse:* 18, rue Jean-Baptiste-Pigalle, 75009 Paris. *Date de la déclaration:* 3 juillet 1998.

1380 - Déclaration à la préfecture de police. *Ancien titre:* ART - EDUCATION - NOUVELLES TECHNOLOGIES. *Nouveau titre:* ART - EDUCATION - NOUVELLES TECHNOLOGIES (ARE-NOTECH). *Siège social:* 5, avenue de l'Opéra, 75001 Paris. *Transféré; nouvelle adresse:* chez M. Montesinos, 15, rue du Parc-Montsouris, 75014 Paris. *Date de la déclaration:* 3 juillet 1998.

1381 - Déclaration à la préfecture de police. *Ancien titre:* COMITE DEPARTEMENTAL DE PARIS DE LA FEDERATION SPORTIVE ET GYMNIQUE DU TRAVAIL - F.S.G.T. *Nouveau titre:* COMITE DE PARIS DE LA FEDERATION SPORTIVE ET GYMNIQUE DU TRAVAIL - F.S.G.T. *Siège social:* 41, rue de Flandre, 75019 Paris. *Date de la déclaration:* 4 juillet 1998.

1382 - Déclaration à la préfecture de police. **ASSOCIATION CHANSON-POESIE ACTUELLE.** *Siège social:* 27, rue Miguel-Hidalgo, 75019 Paris. *Transféré; nouvelle adresse:* 2, rue Lamarck, 75018 Paris. *Date de la déclaration:* 4 juillet 1998.

1383 - Déclaration à la préfecture de police. **ETE MUSICAL EN PERIGORD NOIR.** *Siège social:* chez Mme Couderc (Sylvie), 2, rue Troyon, 75017 Paris. *Transféré; nouvelle adresse:* chez Mme Couderc (Sylvie), 5, square Mozart, 75016 Paris. *Date de la déclaration:* 4 juillet 1998.

1384 - Déclaration à la préfecture de police. **CENTRE NATIONAL DES INDEPENDANTS ET PAYSANS (CNI).** *Siège social:* 146, rue de l'Université, 75008 Paris. *Transféré; nouvelle adresse:* 6, rue Quentin-Bauchart, 75008 Paris. *Date de la déclaration:* 6 juillet 1998.

1385 - Déclaration à la préfecture de police. **ANIMATION ET DEVELOPPEMENT DES RELATIONS ECOLE PROFESSION - A.D.R.E.P.** *Siège social:* 22, rue Notre-Dame-des-Champs, 75006 Paris. *Transféré; nouvelle adresse:* 8, rue Maurice-de-la-Sizeranne, 75007 Paris. *Date de la déclaration:* 6 juillet 1998.

1386 - Déclaration à la préfecture de police. **SOCIETE FRANÇAISE D'ETUDES POLONAISES.** *Siège social:* centre universitaire du Grand-Palais, perron Alexandre-III, cours La Reine, 2, rue de Lille, 75007 Paris. *Transféré; nouvelle adresse:* centre d'études slaves, 9, rue Michelet, 75006 Paris. *Date de la déclaration:* 6 juillet 1998.

1387 - Déclaration à la préfecture de police. **CERCLE D'ETUDES ET DE REFLEXION SUR LA DEFENSE - C.E.R.D.** *Siège social:* 2, rue Legraverend, 75012 Paris. *Transféré; nouvelle adresse:* 18, rue Vézelay, 75008 Paris. *Date de la déclaration:* 6 juillet 1998.

1388 - Déclaration à la préfecture de police. **COMPAGNIE THEATRALE CAZARIL.** *Siège social:* 22, rue Louis-Blanc, 93310 Le Pré-Saint-Gervais. *Transféré; nouvelle adresse:* chez M. Arcon (Stéphane), 147, rue de Charonne, 75011 Paris. *Date de la déclaration:* 6 juillet 1998.

1885 -
MUSIC
Mme H
nouvell
de Paris
tion : 1.

1886 -
D'EST...
Salle, 78100 Saint-Germain-en-Laye. Transféré; nouvelle
adresse : 14, rue Christiani, 75018 Paris. Date de la déclaration :
14 février 2000.

1887 - Déclaration à la préfecture de police. **BOB AND CO.**
Siège social : 26, rue Véron, 75018 Paris. Transféré; nouvelle
adresse : 24, rue Hermel, 75018 Paris. Date de la déclaration :
14 février 2000.

1888 - Déclaration à la préfecture de police. **AU FIL DE LA
VIE.** Nouvel objet : promouvoir à travers des actions d'ordre
social, humanitaire, économique et artistique une sensibilisation
du public à la réalité des conditions de vie quotidienne de cer-
taines communautés dans leur milieu naturel; elle cherchera à
travers ces actions à apporter son aide et sa participation aux
fins de pouvoir aider à l'amélioration de ces conditions; les
actions entreprises pouvant se dérouler sans aucune limitation
géographique. Siège social : 27, boulevard de Courcelles,
75008 Paris. Transféré; nouvelle adresse : chez Pialoux (S.),
16, rue Mouton-Duvernet, 75014 Paris. Date de la déclaration :
14 février 2000.

1889 - Déclaration à la préfecture de police. **LA FABRIQUE A
THEATRE.** Siège social : 43, rue de Lévis, 75017 Paris. Trans-
féré; nouvelle adresse : 11, rue du Conservatoire, 75009 Paris.
Date de la déclaration : 14 février 2000.

1890 - Déclaration à la préfecture de police. Ancien titre : ASSO-
CIATION I.S.E.G. PARIS INSTITUT SUPERIEUR EUROPEEN
DE GESTION. Nouveau titre : GROUPE I.S.E.G. - GROUPE
INSTITUT SUPERIEUR EUROPEEN DE GESTION. Additif à
l'objet : assurer sur chacun des établissements où l'enseignement
est dispensé sous sa responsabilité le respect des programmes
de la charte du réseau et les conditions de délivrance du titre.
Siège social : 28, rue des Francs-Bourgeois, 75003 Paris. Date de
la déclaration : 14 février 2000.

1891 - Déclaration à la préfecture de police. Ancien titre :
PICASSO AUTREMENT. Nouveau titre : ART, RECHERCHE
ET DOCUMENTATION AUTREMENT. Siège social : 9-11, pas-
sage Charles-Albert, 75018 Paris. Date de la déclaration :
14 février 2000.

1892 - Déclaration à la préfecture de police. Ancien titre :
BYBLIA ILITHYIA PUBLICATIONS. Nouveau titre : BYBLIA
ILITHYIA PUBLICATIONS - LE QUOTIDIEN DES CARTO-
PHILES (Q.D.C.). Nouvel objet : recherche et diffusion de l'in-
formation par tout moyen de communication. Siège social :
35, rue Montgallet, 75012 Paris. Transféré; nouvelle adresse :
83, rue de Reuilly, 75012 Paris. Mél. :
lequotidiendescartophiles@libertysurf.fr. Date de la déclaration :
14 février 2000.

1893 - Déclaration à la préfecture de police. **DEMOCRATIES
ET SOLIDARITES.** Nouvel objet : l'association, qui agit en
toute indépendance, a pour but de favoriser et de soutenir en
France et à l'étranger, toute initiative tendant à améliorer la vie
au quotidien des plus démunis. Siège social : 5, rue George-
Gershwin, 75012 Paris. Date de la déclaration : 14 février 2000.

1894 - Déclaration à la préfecture de police. **LYKION TON
ELLENIDON (GROUPE DE FEMMES GRECQUES).** Siège
social : 10, rue Caplat, 75018 Paris. Transféré; nouvelle adresse :
6, rue Lamartine, 75009 Paris. Date de la déclaration :
14 février 2000.

1895 - Déclaration à la préfecture de police. **ASSOCIATION
DES PARENTS DE L'ECOLE BOY-ZELENSKI.** Siège social :
51, rue de la Grange-aux-Belles, 75010 Paris. Transféré; nouvelle
adresse : 55, rue de la Grange-aux-Belles, 75010 Paris. Date de la
déclaration : 14 février 2000.

1896 - Déclaration à la préfecture de police. **AGENCE POUR
LA PROMOTION DE LA CREATION INDUSTRIELLE
(A.P.C.I.).** Siège social : 7, rue Crillon, 75004 Paris. Transféré;
nouvelle adresse : 24, rue du Charolais, 75012 Paris. Site Inter-
net : www.apci.asso.fr. Date de la déclaration : 14 février 2000.

1897 - Déclaration à la préfecture de police. Ancien titre : FEDE-
RATION FRANÇAISE D'HAKKO RYU JUJITSU DENSOKAN
BUDO ET AFFINITAIRES (F.F.H.J.D.B.A.). Nouveau titre : INS-
TITUT FRANÇAIS D'HAKKO RYU R JUJITSU &
OKUYAMA RYU R AIKI JUJITSU (I.F.H.O.). Nouvel objet :
diffusion et enseignement du hakko ryu jujutsu et du okuyama
ryu aiki jujutsu sur le territoire français. Siège social : 3, rue
Bargue, 75015 Paris. Date de la déclaration : 14 février 2000.

1898 - Déclaration à la préfecture de police. Ancien titre : RES-
TAURANT ADMINISTRATIF ANJOU. Nouveau titre : ANJOU
RESTAURATION. Nouvel objet : fourniture de tous types de
prestations alimentaires à un coût raisonnable, à toute entre-
prise, collectivité ou organisme privé ou public. Siège social :
11, rue d'Anjou, 75008 Paris. Date de la déclaration :
14 février 2000.

1899 - Déclaration à la préfecture de police. **PARA-CLUB DE
PARIS.** Siège social : 66, rue René-Binet, 75018 Paris. Transféré;
nouvelle adresse : 41, rue Bargue, 75015 Paris. Date de la décl-
aration : 14 février 2000.

1900 - Déclaration à la préfecture de police. **EVA LUNA.** Siège
social : 10, rue de Crussol, 75011 Paris. Mél. : fje@club-internet.
Transféré; nouvelle adresse : 18, avenue Philippe-Auguste,
75011 Paris. Mél. : fje@club-internet. Date de la déclaration :
15 février 2000.

1901 - Déclaration à la préfecture de police. Ancien titre : NI VU
NI CONNU. Nouveau titre : LES MAINS GAUCHES. Siège
social : chez M. Bessat (Eric), 60, rue J.-B. Pigalle, 75009 Paris.
Date de la déclaration : 15 février 2000.

1902 - Déclaration à la préfecture de police. **DRESSONS
TROIS TENTES.** Siège social : 20, rue des Tanneries, 75013 Paris.
Transféré; nouvelle adresse : 222, rue du Faubourg-Saint-
Honoré, 75008 Paris. Date de la déclaration : 15 février 2000.

1903 - Déclaration à la préfecture de police. **JUBILATION.**
Siège social : 20, rue des Tanneries, 75013 Paris. Transféré; nou-
velle adresse : 222, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris.
Date de la déclaration : 15 février 2000.

1904 - Déclaration à la préfecture de police. **COREST.** Siège
social : 6, rue de la Rochefoucauld, 75009 Paris. Transféré; nou-
velle adresse : 8, rue de la Rochefoucauld, 75009 Paris. Date de
la déclaration : 15 février 2000.

1905 - Déclaration à la préfecture de police. **A COM ET A CRL.**
Siège social : chez Mme Rusticini (Lætitia), 14, rue César-Franck,
75015 Paris. Transféré; nouvelle adresse : chez Mme Lafaurie
(Julie), 4, rue Coypel, 75013 Paris. Date de la déclaration :
15 février 2000.

1906 - Déclaration à la préfecture de police. **GROUPE PIERRE
DEJEAN.** Siège social : 44, rue de La Villette, 75019 Paris. Trans-
féré; nouvelle adresse : 71, avenue Jean-Jaurès, 75019 Paris. Date
de la déclaration : 15 février 2000.

1907 - Déclaration à la préfecture de police. Ancien titre :
CENTRE ORNITHOLOGIQUE ILE-DE-FRANCE. Nouveau
titre : CENTRE ORNITHOLOGIQUE ILE-DE-FRANCE
(C.O.R.I.F.). Nouvel objet : étude des oiseaux sauvages et de
leurs milieux en Ile-de-France; la détermination et la mise en
œuvre à assurer leur protection, comme des écosystèmes dont
ils dépendent; la sensibilisation d'un public le plus divers pos-
sible, notamment les jeunes, à la protection et à l'étude de la
nature; elle a vocation à considérer ces objectifs dans une

Annexe 9 : Avenant Convention financière PIA 4 Filières

AVENANT n°2
A la convention financière régionale n°21009489
Projets de filières en région Île-de-France
Grands Lieux d'Innovation (GLI) France 2030

La Région Île-de-France,

représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,

dûment habilitée à l'effet des présentes, en vertu de la délibération n° CP 2023-046 du 25 janvier 2023

ci-après désignée « la Région »,

D'une part,

- **Et**

Bpifrance, société anonyme, dont le siège est à Maisons-Alfort (94710), 27-31 avenue du Général Leclerc, identifiée sous le n° 320 252 489 RCS Créteil, au capital de 5 440 000 000 €, représentée par Monsieur Arnaud CAUDOUX, directeur général adjoint, intervenant, tant pour le compte de Bpifrance que pour le compte de ses filiales,

ci-après dénommée «Bpifrance»,

ci-après dénommées chacune individuellement « le partenaire » et collectivement « les partenaires ».

Vu l'accord-cadre du 13 janvier 2021 entre l'Etat et Régions de France relatif à une mise en œuvre territoriale et partenariale du quatrième programme d'investissements d'avenir ;

Vu la convention du 8 avril 2021 entre l'Etat, l'ADEME, l'Agence nationale de la recherche, l'EPIC Bpifrance, la société anonyme Bpifrance et la Caisse des dépôts et consignations encadrant les dispositions communes aux conventions relatives à la mise en œuvre du quatrième Programme d'Investissements d'Avenir, dite la « Convention Dispositions Communes » ;

Vu la convention du 13 août 2021 entre l'Etat, Bpifrance, la société anonyme Bpifrance et la Caisse des dépôts et consignations relative au programme d'investissements d'avenir (action « Aides à l'innovation « Bottom-up », volet « PIA régionalisé »), dite la « Convention nationale » ;

Vu la convention approuvée par délibération n° CP 2021-390 du 22 septembre 2021, entre l'Etat, la Région Île-de-France, l'EPIC Bpifrance, Bpifrance et la Caisse des dépôts et consignations relative au programme d'investissements d'avenir (action « Aides à l'innovation « Bottom-up », volet « PIA régionalisé »), dite la « Convention régionale » ;

Vu la délibération n° CP 2021-390 de la commission permanente du conseil régional en date du 22 septembre 2021 portant sur le programme d'investissements d'avenir PIA4 : convention régionale et conventions financières de partenariat ;

Vu la délibération n° CP 2023-046 de la commission permanente du conseil régional en date du 25 janvier 2023 approuvant le présent avenant à la convention financière régionale « projet de filières en région Île-de-France - Grands Lieux d'Innovation (GLI) France 2030.

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIV

Le présent avenant s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du volet régionalisé du quatrième Programme d'Investissements d'Avenir « PIA 4 », désormais intégré au plan France 2030, qui prévoit une dotation de 1 Md€, dont 500 M€ apportés par l'Etat et 500 M€ par les Régions, en faveur du développement territorial des PME et des établissements de l'enseignement supérieur et de la recherche. Cette enveloppe, doublée par rapport au PIA 3 régionalisé, permet à chaque Région de choisir, dans le cadre d'un pilotage commun avec l'Etat, une déclinaison spécifique d'actions susceptibles d'être sectorisées en fonction de leurs priorités.

183 M€ seront mobilisés à parité conjointement par l'Etat et la Région Île-de-France entre 2021 et 2025

La Convention régionale signée entre l'Etat, la Région Île-de-France, l'EPIC Bpifrance, Bpifrance et la Caisse des dépôts et consignations retient quatre axes d'intervention : « projets d'innovation », « projets collaboratifs de recherche et développement », « projet de filières » et « projets d'ingénierie et de formation professionnelle ». La Convention régionale confie notamment à Bpifrance et à la Caisse des dépôts et consignations la gestion des ressources mobilisées par les financeurs (Etat et Région) sur les actions conduites en région Île-de-France.

La Région a indiqué qu'elle souhaitait mobiliser jusqu'à 91,5 M€ sur l'ensemble du périmètre du PIA 4 régionalisé sur la période 2021-2025, dont 27,7 M€ au titre de l'axe « projets de filières », constitué d'un volet SESAME filières France 2030 (18 M€), d'un volet agricole et forestier (2 M€) et un volet Grands Lieux d'Innovation (7,7 M€).

La convention financière régionale « programme d'investissements d'avenir PIA4 » – projets de filières en région Île-de-France - a confié à Bpifrance la gestion des ressources mobilisées par l'Etat et la Région sur l'action « accompagnement et transformation des filières » (SESAME filières et Grands Lieux d'Innovation »).

Un avenant N°1 à la convention financière « Filières » prévoit le réabondement du volet Filières « Axe Agricole et Forestier ».

Ont déjà été mobilisés par la Région 1 700 000€, hors frais de gestion (850 000€ en subventions et 850 000€ en avances récupérables), pour le 1er appel à projets Grands Lieux d'Innovation France 2030 ouvert en 2022.

La présente convention est destinée à définir les modalités de gestion des ressources régionales confiées à Bpifrance en Île-de-France sur l'action « accompagnement et transformation des filières » - Grands Lieux d'Innovation France 2030.

EN CONSEQUENCE DE QUOI IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

La Région a décidé de mobiliser 3 000 000 euros supplémentaires (1 500 000€ en subventions et 1 500 000€ en avances récupérables) pour l'Appel à projets « Grands Lieux d'Innovation France 2030 », hors frais de gestion, au regard de la demande croissante des entreprises.

Les dispositions de l'annexe technique n°2 à la convention financière régionale n° 21009489 signée le 15 novembre 2021, sont donc modifiées selon l'annexe technique associée à cet avenant.

Les autres dispositions de la convention financière régionale « programme investissements d'avenir PIA4 » - projets de filières en région Île-de-France signée le 15 novembre 2021 non modifiées par la présente restent inchangées.

Fait à , le ... / ... / ...

En 2 exemplaires originaux.

**La présidente
de la région Île-de-France**

**Le directeur général adjoint
Bpifrance**

Valérie PECRESSE

Arnaud CAUDOUX

Annexe technique n°2 :

Dotation du Fonds Région pour **2022** - Axe Filières

Action **Grands Lieux d'Innovation** France 2030

Convention initiale : pour 2021, la dotation de la Région est fixée à **1 742 500€**, composée de :

- 850 000 euros d'intervention en subventions (50% du financement total) ;
- 850 000 euros d'intervention en avances récupérables (50% du financement total) ;
- 42 500 euros de frais de gestion.

Fond IDF PIA 4 filières GLI 2021	Dotation du fonds
Volet SUB PIA 4 filières GLI IDF	850 000 €
Volet AR PIA 4 filières GLI IDF	850 000 €
Frais de gestion	42 500 €
Total	1 742 500 €

Avenant n°2 : la dotation additionnelle de la Région est fixée à **3 075 000 €** en 2022, composée de :

- 1 500 000 euros d'intervention en subventions (50% du financement total) ;
- 1 500 000 euros d'intervention en avances récupérables (50% du financement total) ;
- 75 000 euros de frais de gestion.

Fond IDF PIA 4 filières GLI 2022	Dotation du fonds
Volet SUB PIA 4 filières GLI IDF	1 500 000 €
Volet AR PIA 4 filières GLI IDF	1 500 000 €
Frais de gestion	75 000 €
Total	3 075 000 €

Annexe 10 : Fiche Projet Systematic Convention Etat 2022

DOSSIER N° 22003941 - Soutien 2022 SYSTEMATIC Bis (Crédits ETAT)

Dispositif : Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité (n° 00000304)

Délibération Cadre : CR69-10 du 18/11/2010

Imputation budgétaire : 939-92-6574-192005-400

Action : 19200501- Gouvernance des pôles de compétitivité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité	3 056 991,00 € HT	17,67 %	540 175,00 €
Montant total de la subvention			540 175,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYSTEMATIC PARIS REGION
Adresse administrative : 2 BOULEVARD THOMAS GOBERT
91120 PALAISEAU
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JEAN-LUC BEYLAT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit d'une subvention annuelle de fonctionnement à l'association

Description :

Le soutien de l'Etat à SYSTEMATIC s'inscrit dans le cadre des objectifs de la phase 4 de la politique des pôles de compétitivité qui vise à :

- faire émerger davantage de projets de R&D collaboratifs européens, notamment dans le cadre des appels à projets du programme cadre Horizon Europe à compter de 2021, en capitalisant sur leur capacité à mobiliser leurs écosystèmes d'innovation ;
- contribuer à la mise en œuvre des politiques nationales d'innovation de l'Etat via leur participation aux instances nationales (CSF, AIF...) ;
- contribuer à la mise en œuvre des politiques d'innovation des Régions.

Ces objectifs sont détaillés en annexe de la convention

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

 REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.58995 RDI (ex SA40391) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020, relatif à : aides en faveur des pôles d'innovation

SYSTEMATIC PARIS REGION											
Dossier n° :		22003941									
SOUTIEN 2022 SYSTEMATIC Bis (Crédits ETAT)											
BUDGET PREVISIONNEL											
Période : 1er Janvier 2022 - 31 Décembre 2022											
CONVENTION ETAT											
DEPENSES			BP 2022 HT	en %							
Salaires et charges			2 712 197 €	72,0%							
Contribution des membres et bénévoles*			450 000 €	11,9%							
Achats de prestations			286 836 €	7,6%							
Frais de fonctionnement (locaux, téléphone, équipement, frais)			318 395 €	8,5%							
TOTAL DEPENSES			3 767 428 €	100%							
TOTAL ASSIETTE ELIGIBLE			3 317 428 €	88%							
* Hors assiette éligible											
RECETTES			Montant en €	en %							
Financements privés			1 581 533 €	42,0%							
Contribution des membres et bénévoles*			450 000 €	11,9%							
Financements publics			1 735 895 €	46,1%							
Collectivités Territoriales											
Région Ile-de-France			898 589 €								
Conseil Départemental 93			40 000 €								
Conseil Départemental 77											
CAPS - Paris-Saclay			66 500 €								
CACP - Cergy Pontoise			10 000 €								
CAPC - Plaine Commune			12 631 €								
Cœur d'Essonne Agglomération			23 000 €								
Ville Antony											
Ville Paris			30 000 €								
ETAT											
CRIF - ETAT régionalisé			540 175 €								
Etat - Autres			115 000 €								
Autres financeurs / HAE											
TOTAL RECETTE			3 767 428 €	100%							

DEPENSES ELIGIBLES PAR MISSIONS			Montant en €			Montant sub région (ETAT)	%Subv. Région (ETAT)	% financements publics				
	Achat de prestations	Salaires et charges	TOTAL									
Mission de type A (Guide DGE)	46 636 €	469 971 €	516 607 €	459 807 €	89,01%	100%	55 800 €	463 551 €	519 351 €	462 551 €	89,06%	100%
Mission de type B (Guide DGE)	558 596 €	2 242 226 €	2 800 821 €	80 369 €	2,87%	44%	510 384 €	2 027 256 €	2 537 640 €	77 624 €	3,06%	46%
Mission de type C (Guide DGE)			0 €						0 €			
TOTAL	605 231 €	2 712 197 €	3 317 428 €	540 175 €	16,28%	-	566 183 €	2 490 807 €	3 056 991 €	540 175 €	17,67%	-

Total dépenses	3 767 428 €	3 506 991 €
Total dépenses éligibles à l'aide régionale	3 317 428 €	3 056 991 €
Subvention régionale	540 175 €	540 175 €
% subvention régionale / total éligible	16,28%	17,67%

Annexe 11 : Fiche projet Salon Made in France

DOSSIER N° 23002329 - Soutien à l'évènement Made in France - Le Slip Francais

Dispositif : Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia (n° 00000332)

Délibération Cadre : CR63-13 modifié du 27/09/2013

Imputation budgétaire : 935-57-65742-157001-400

Action : 15700106- Evènements et acteurs numériques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia	312 664,00 € HT	1,60 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE SLIP FRANCAIS
Adresse administrative : 1 RUE DU MAIL
75002 PARIS
Statut Juridique :
Représentant : Monsieur JULIEN WOUTERS

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 octobre 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'évènement est déjà passé. La demande de soutien est arrivé tardivement dans les services.

Description :

La 10e édition du Salon du Made in France (MIF Expo), s'est tenu du 10 au 13 novembre 2022 dernier au Parc des expositions de la porte de Versailles, à Paris (15e). Ce Salon qui fait la promotion de la production française dans tous les secteurs, a compté près de 900 exposants Franciliens. Dans le cadre de cette 10e édition de ce salon, la Région Île-de-France a été désignée « Région à l'honneur ». C'est dans son contexte que la Région Ile-de-France a décidé de soutenir Le Slip Français dans son projet «Usine du futur» au sein du Salon Made in France. Dans le cadre de ce projet, l'entreprise s'est entourée de plus de 12 de ses partenaires industriels dont : Lemahieu, Wiltee, Henitex, Neyret, Broussaud Textiles, La Manufacture de Pantouffles, Le Lab +, Lectra, Deveaux, Berthéas, Peyrache et Chantelle, pour valoriser l'innovation industrielle locale et montrer le meilleur des savoir-faire français.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique : REGION ILE DE FRANCE**Contrat Particulier :** Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Locations de l'espace	155 700,00	49,80%
Scénographie	136 238,00	43,57%
Energie	16 506,00	5,28%
matériel informatique	1 954,00	0,62%
Personnel	1 866,00	0,60%
Transports	400,00	0,13%
Total	312 664,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Frais d'organisation	307 664,00	98,40%
Aide régionale	5 000,00	1,60%
Total	312 664,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement
2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise